

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Des moyens de guerre nouveaux

ET

des principales objections qu'ils soulèvent
au point de vue du droit international

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le Lundi 8 Novembre 1909, à 1 heure 1/2.

PAR

Régis Denis de TROBRIAND

Président : M. PILLET.

Suffragants { MM. PIEDELIÈVRE, *professeur*
SOUCHON, *professeur.*

PARIS

TYPOGRAPHIE A. DAVY

52, RUE MADAME

—
1909

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Des moyens de guerre nouveaux

ET

des principales objections qu'ils soulèvent

au point de vue du droit international

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Lundi 8 Novembre 1909, à 1 heure 1/2.

PAR

Régis Denis de TROBRIAND

Président : M. PILLET.

Suffragants { MM. PIEDELIÈVRE, professeur.
SOUCHON, professeur.

PARIS

TYPOGRAPHIE A. DAVY

52, RUE MADAME

1909



La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

A M. PILLET,

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREFACE

Ce modeste travail n'a d'autre but que de fixer l'attention sur les principales objections qui ont été soulevées ces dernières années contre certaines armes de guerre nouvelles.

Nous considérant comme tenus de nous incliner devant la grande compétence, qu'ont apportée à l'étude de la question les jurisconsultes diplomates et officiers assemblés à la Haye, nous n'avons pas cru devoir proposer par nous-même des solutions qui souvent paraîtraient ne pas tenir suffisamment compte des difficultés pratiques de réalisation.

Nous nous sommes donc bornés à donner quelques indications techniques sur les moyens de guerre nouveaux qui ont fait l'objet de propositions, de façon à éclairer les discussions dont nous retraçons les grandes lignes.

Le première partie est consacrée à l'historique de la tendance qu'ont eue depuis de longs siècles la doctrine et l'opinion publique, à réclamer l'interdiction des armes nouvelles au fur et à mesure de leur apparition ainsi qu'à l'étude du principe rationnel qui peut, selon nous, servir à décider si une arme doit être considérée comme licite ou non au regard du droit international.

Nous avons traité dans la II^e partie, à laquelle nous avons donné le titre de guerre sur terre, particulièrement du fusil moderne de son projectile et des balles dum-dum.

Dans la III^e partie : La guerre sur mer, nous avons présenté dans les grandes lignes la réglementation de l'emploi des mines sous-marines qui a été élaborée à la II^e Conférence de la Haye, rappelant seulement pour mémoire les propositions d'interdictions qui avaient été faites en 1899 contre les sous-marins et les navires à éperon.

Nous avons cru devoir traiter à part dans notre IV^e partie la I^{re} déclaration de la Haye, relative au jet de projectiles du haut de ballons ou d'autres modes analogues nouveaux, qui aurait pu être rattachée, comme le fait M. Mérignac à l'étude des moyens de guerre sur terre.

Nous avons présenté sans commentaires quelques opinions sur la possibilité du jet de projectile du haut de dirigeables ou d'aéroplanes estimant que toute conclusion en la matière serait prématurée et risquerait d'être infirmée demain par des progrès nouveaux de l'aéronautique.

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu historique et considérations
sur le principe de l'interdiction des moyens de guerre
nouveaux.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE DE LA TENDANCE RESTRICTIVE DE
L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES DE GUERRE.

« La guerre est la loi du monde.

« Tous les animaux sont perpétuellement en guerre, chaque espèce est née pour en dévorer une autre. Il n'y a pas jusqu'aux moutons et aux colombes qui n'avalent une quantité d'animaux imperceptibles.

« Les mâles de la même espèce se font la guerre pour des femelles comme Ménélas et Paris. L'air et l'eau sont des champs de destruction. » (Voltaire. Dictionnaire philosophique.)

Le meurtre d'Abel par Caïn donne le signal du déchaînement de la lutte qui, pendant longtemps sera la prin-

cipale relation d'homme à homme, de tribu à tribu, de peuple à peuple.

Elle est impitoyable. *Homo homini lupus* (Hobbes).
« Pas de merci pour l'ennemi la guerre est implacable ; la religion préside à la lutte et excite les combattants. »
(Fustel de Coulanges. *La Cité Antique* LIII, chap. VI.)

Les progrès de la civilisation n'amènent pas immédiatement un tempérament à l'acharnement avec lequel les combattants s'entretuent et à la cruauté avec laquelle vainqueurs et vaincus se vengent. Les mutilations sont des trophées : l'incendie des villes, des champs, des moissons, les massacres et les viols sont autant de sacrifices agréables à la divinité.

Virgile montre à Enée (*Eneide* II) sur les ruines brûlantes d'Ilion, les tragiques figures des divinités qui président à l'incendie de la ville.

Cependant il ne faudrait pas croire que tous les moyens de combattre l'ennemi étaient admis dans la pratique de la guerre.

Et si l'on ne trouve pas, chez les peuples d'Orient, dont certains ont laissé de leur brillante civilisation d'impérissables monuments, la notion qu'il peut y avoir des armes perfides et lâches ; si l'on doit constater que chez les Egyptiens, Mèdes, Perses, Assyriens, aussi bien que chez les peuples barbares, le poison sert aussi bien à l'assassinat de l'ennemi qu'à augmenter la puissance meurtrière des armes, il est loin d'être approuvé dans un semblable emploi par les écrivains et historiens de la Grèce antique et de Rome. Qu'il nous suffise de rappeler

à cet égard : qu'Homère dit dans l'Ochysse (LI vers 259 et suivants.)

« C'est pourquoi Ulysse étant allé en Ephyre chercher du poison pour en frotter ses dards, Ilus, fils de Memère ne voulut point lui en donner parce qu'il craignait les dieux. »

Que Tite-Live considère le meurtre de l'ennemi par le poison comme « une sourde et criminelle pratique » ; que Pline et Lucain en rapportant que les Scythes, les Parthes et les Gètes se servent de traits empoisonnés, semblent témoigner par là que l'usage de semblables armes doit être réprouvé dans la pratique des guerres par tout peuple digne de n'être pas considéré comme barbare : le principe d'une semblable reprobation ne se trouve cependant consacré par aucun texte de loi.

C'est dans l'Inde, berceau des civilisations occidentales qu'apparaîtra la première interdiction d'un moyen de nuire qui eut été édictée par un législateur : Manou défend l'usage du poison donné à l'ennemi ainsi que celui des armes empoisonnées.

S'il est vrai que le moyen-âge est l'époque où le roi d'Angleterre Henri V disait : « La guerre a trois serviteurs fidèles : le feu, le sang et la famine » (1) et dont Bluntshli a pu dire avec raison que l'on combattait avec « plus de barbarie et de cruauté » que sous l'empire romain, on doit néanmoins reconnaître qu'avec la décrétale du pape Innocent III, dont nous allons parler, il

(1) Citation tirée de l'ouvrage d'Ernet Nys: *Les Origines du Droit international*,

marque le commencement de la tendance qu'aura la doctrine encore fragmentaire du droit de la guerre à condamner les inventions nouvelles, au fur et à mesure qu'elles apparaissent, comme barbares perfides ou trop meurtrières.

Le pape Innocent III, sous peine d'anathème, défend aux chrétiens de se servir les uns contre les autres « soit de flèches qui frappent au loin, soit de projectiles lancés par des machines », mais cette interdiction ne s'étend qu'à la lutte « *adversus christianos et catholicos* ».

Les infidèles contre lesquels la guerre sera prêchée pendant tout le moyen-âge comme la suprême des œuvres pies » restent hors de l'humanité pour le représentant de la religion chrétienne.

M. Nys fait remarquer « que la Glose restreint la règle édictée par Innocent III au cas où la guerre est injuste.

Raymond de Penaforte se ralliait à cette opinion et la plupart des auteurs admettaient dans la guerre juste, l'usage des balistes et des arcs parce que le décret Gratien permet de combattre l'ennemi de toute manière, même de lui tendre des embûches. La somme Monaldine se prononçait dans le sens de la Glose, elle permettait aux *sagitarii* et *ballistarii* d'exercer leur art contre les chrétiens en cas de guerre injuste, tandis que Jean d'Andréa émettait le vœu qu'on n'usât pas de balistes tout en reconnaissant que leur emploi s'imposait dans la défense des forteresses et des navires (1). »

(1) Origines du droit international (E. Nys).

Comme on le voit la doctrine s'attache à déterminer quels sont les engins dont l'usage peut être considéré comme licites. C'est que, déjà les armes qui pendant longtemps, avaient été rudimentaires, se perfectionnent et se diversifient. Les armes à feu apparaissent au XIV^e siècle : le progrès dans l'art de détruire sera désormais rapide et la nécessité de l'humanisation de la guerre se fera sentir à mesure que se développeront les relations d'échange, que se noueront les alliances entre souverains et que le sentiment primitif de la haine pour l'ennemi s'atténuera chez les combattants.

François de Villoria pose le principe qu'il faut éviter de causer des dommages aux non-combattants et de ce principe découlera l'interdiction suivante « *nec possunt machinæ solvi et alia tela, vel lignis subijci ædificiis quin opprimantur innocentes sicut nocentes.* » Dans les interdictions doctrinales on distingue le courant de l'opinion publique portée à voir sortilège et magie dans les effets des armes à feu et qui considère comme un châtiment du ciel la mort de Richard d'Angleterre, tué par un carreau d'arbalète après qu'il en eut ressuscité l'usage. L'idée de Besoldus : « Il est également permis de se servir de toutes espèces d'armes même si elles sont d'invention récente » apparaît donc comme une anomalie à l'époque. Une influence nouvelle se fait sentir dans la pratique du combat. La chevalerie, qui a recruté sous sa bannière, la fleur des hommes de guerre, a fait de la loyauté une règle stricte dans les combats. Et c'est le souci de s'en tenir à cette règle qui fera pendant long-

temps hésiter à adopter les armes à feu, que l'on jugeait comme peu courtoises et déloyales. Le bon chevalier Bayard défend à ses soldats de faire quartier aux arquebusiers qui tomberont en leur pouvoir. « N'est-ce pas une honte, disait-il, qu'un homme de cœur soit exposé à périr par une misérable friquenelle contre laquelle il ne peut se défendre et qui met de pair le vaillant et le lâche. »

« Montluc déclare en termes formels dans ses mémoires, que de son temps l'usage était de n'épargner aucun mousquetaire et cette crainte des représailles fait également hésiter pendant longtemps à adopter la baïonnette à douille dont l'invention remonte à 1640. »

Il en fut de même pour les boulets rouges, qui furent essayés pour la première fois au siège de Dantzig, en 1754.

Tous les auteurs ont répété consciencieusement dans leurs écrits, l'interdiction des boulets rouges, des boulets à chaîne, des couronnes foudroyantes, des flèches empoisonnées et barbelées jusqu'à ce que le général Hartmann ait constaté spirituellement qu'il faudrait pour en retrouver, aller chercher ces instruments dans les chambres à décharge des arsenaux (1). »

Les bombes à pétrole, les torpilles, les mitrailleuses, etc., etc., soulèvent à leur apparition une véritable reprobation ; citons parmi leurs adversaires les plus

(1) Tiré de la thèse de M. Faloux, *La guerre continentale, Limitation des moyens de nuire.*

convaincus, Calvo et Fiore. Leur emploi ne tarde pas à paraître légitime.

Le capitaine Mahan, lorsqu'il fut question de l'interdiction des projectiles ayant pour seul but de répandre des gaz asphyxiants ou délétères contre laquelle il s'éleva avec éloquence, résuma l'aperçu historique que nous donnons ici en constatant que l'accusation de barbares a toujours été portée à l'origine contre des armes nouvelles qui ont fini par être adoptées.

M. Meriignac déclare que les prohibitions qui ont été édictées « nous paraîtront bien surannées en présence des ravages que causeront les armes qui peuvent être adoptées demain. »

*
* *

Faut-il conclure de cette étude historique, qu'il est inutile de chercher à restreindre l'emploi des moyens de guerre nouveaux puisque les interdictions qui pourront être établies, tomberont d'elles-mêmes, avec l'évolution constante de l'armement et des procédés de guerre ?

Avant d'aborder cette question nous croyons devoir refuter une forme particulière du pacifisme qui, loin de chercher à interdire les engins les plus terribles, voudraient voir augmenter leurs effets, au point que l'idée d'une guerre, qui serait une guerre d'extermination et d'horreur, paraisse un véritable anachronisme à une époque de progrès et de civilisation et que la guerre elle-

même devienne impossible, sous peine que l'humanité entière reste ensevelie sous ses décombres.

Chaque invention nouvelle fait naître au cœur de ces pacifistes à outrance, l'espérance qu'on va enfin être en possession de l'arme ou de la formule qui, rendant tous les peuples « invulnérables et redoutables au même degré », amènera la suppression de la guerre. L'avènement du sous-marin est salué comme devant marquer la fin des luttes navales.

Or, non seulement le sous-marin est entré dans la pratique courante sans supprimer la guerre, mais sa puissance destructive est aujourd'hui bien contestée en présence des Dreadnoughts auxquels le renouvellement de la tactique navale consécutif à l'expérience de la guerre russo-japonaise fait maintenant prédire l'avenir.

Demain, des torpilles radio-automatiques qu'un pilote habile pourra diriger à longues distances, seront peut-être capables de couler ces Dreadnoughts formidables et, encore une fois, les conditions de la lutte sur mer sembleront complètement modifiées.

Le dirigeable apparaît un moment comme la solution du problème aérien. Aussitôt s'autorisant de l'opinion du commandant Baden Powen : « Quand vous aurez atteint le degré de perfection et que toutes les puissances auront des dirigeables, je me porte garant qu'aucune guerre ne sera possible » ces pacifistes y voient « l'instrument de la plus bienfaisante des révolutions, l'abolition de la guerre. » (Courrier de la Conférence.)

A l'heure actuelle beaucoup de techniciens, et en par-

ticulier le capitaine Ferber, considèrent que d'ici longtemps le dirigeable ne pourra être utilisé à la guerre que comme moyen d'observation et certains même prédisent qu'il disparaîtra devant l'aéroplane plus lourd que l'air.

Il est croyons-nous, difficile d'attendre de simples progrès dans l'armement, la suppression de la guerre, qui semble devoir être pendant longtemps encore la seule solution de certains conflits.

Il ne faut pas non plus s'exagérer la puissance de destruction des engins de guerre moderne, puissance qui est, en elle-même, très grande, mais qui se trouve presque contrebalancée par les progrès de la défensive et par les changements de tactique consécutifs à l'expérience des guerres.

Chaque invention nouvelle détermine celle destinée à en paralyser l'effet. Les projectiles des fusils modernes sont capables de traverser de part en part un homme à une distance de plus de 3.000 mètres. On invente des cuirasses à l'épreuve des balles : une cuirasse de 12 mill., inventée par un Autrichien, n'a pu être percée à une distance de 100 pas.

Certains canons de marine sont capables de traverser à une distance de 800 m. une plaque de blindage de 30 centimètres, on augmente l'épaisseur des plaques de blindage ; la lutte entre l'artillerie et la cuirasse se poursuit.

C'est ce progrès de l'armement défensif qui explique, que les guerres récentes, déroutant les prévisions des pessimistes, n'ont pas été plus meurtrières que les

guerres passées. Jean de Bloch estimait dans « Evolution de la Guerre et de la Paix » (1899), que le chiffre des pertes causées par le feu de mousqueterie de 18 0/0 qu'il avait été dans les guerres précédentes s'élèverait probablement à 63 0/0. Qu'avec le tir de l'artillerie, en se basant sur les calculs des généraux Langlois et Muller (prussien), on arriverait au résultat paradoxal que l'on détruirait 8 fois plus d'hommes qu'il n'en peut être amené sur le champ de bataille. Ces calculs ne tenaient pas compte des réalités du combat et de l'adoption de la tactique de l'ordre dispersé.

Les pertes n'ont pas été sensiblement plus fortes pendant la guerre russo-japonaise qu'elles ne l'ont été en 1870. Et cependant quels progrès dans l'armement depuis cette époque !

On peut même dire qu'étant donné que la proportion de morts aux blessés pendant la campagne de Mandchourie a été de 1 tué sur 5,5 blessés (de 4 à 7), moyenne inférieure à celles des guerres antérieures, qui était de 6,5 ; que d'autre part les blessés guérissent avec une rapidité surprenante, qu'il en reste peu d'invalides, on peut espérer pour l'avenir, en tenant également compte du progrès des ambulances et de la chirurgie, que les guerres deviendront moins terribles, et seront, par suite moins à redouter.

« La guerre s'élimine elle-même par le progrès des inventions » (G. de La Pradelle, dans un article sur la guerre maritime. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} août 1908).

*
* *

Avant donc de prévoir le jour encore lointain, où elle sera supprimée et apparaîtra comme une barbarie des temps primitifs, il est intéressant d'examiner s'il peut être tenté une œuvre utile dans le présent en vue de diminuer les horreurs de la guerre.

Quand les efforts en ce sens, des politiciens des juriconsultes et des militaires n'auraient pour résultat que de montrer à l'opinion publique, qu'on s'occupe d'elle et que si la question n'avance pas davantage, c'est qu'elle se heurte à des difficultés presque insurmontables, nous pourrions déjà applaudir à leur généreuse persévérance.

C'est que, à l'heure actuelle, dans la plupart des pays, tout citoyen est soldat et à ce titre il peut s'inquiéter des effets terrifiants que l'on attribue aux engins nouveaux. Lui prouver que certaines de ces armes ne sont pas aussi terribles qu'on veut bien le dire et que d'autre part, l'on cherche à restreindre l'emploi de celles que l'on considère comme inutilement cruelles, c'est contribuer à diminuer la crainte qu'il peut avoir d'une guerre que ses intérêts mêmes d'un jour à l'autre, rendront peut-être nécessaire.

C'est une préoccupation d'égoïsme qui domine dans le sentiment d'altruisme dont s'inspire l'idée si généreuse que l'on a décoré du nom d'humanité.

Et si l'on s'intéresse, par exemple, aux terribles effets

vulnérants que l'on attribue, à tort ou à raison à la balle dum-dum, si l'on interpelle aussi bien dans le Parlement anglais, que devant les Chambres françaises et belges à ce sujet, c'est que l'on craint de voir généraliser l'usage de cette arme.

La preuve que les humanistes de toutes nuances se préoccupent de donner satisfaction à l'opinion publique nous la trouvons dans ce passage du discours de M. Bernaert à la séance d'ouverture de la 2^e Commission :

« Nous tendrons à réaliser les nouveaux progrès que réclame l'opinion publique et à cet effet, il nous suffira de nous inspirer plus que jamais de ces grands principes d'humanité et de fraternité qui doivent régler les opinions des hommes. »

CHAPITRE II

L'PRINCIPE DE L'INTERDICTION DE CERTAINS ENGINS DE GUERRE. SON APPLICATION.

Nous croyons donc que l'idée d'une limitation possible dans l'emploi des moyens de nuire, en général, et de certains en particulier, doit être admise. L'histoire nous a montré quel avait été le sort d'interdictions portées au hasard, au fur et à mesure de l'apparition des engins nouveaux et comme ces interdictions n'avaient pas tardé à tomber d'elles-mêmes et sembler surannées par le progrès des inventions et l'évolution des idées.

Nous concluons de la leçon qu'elle nous offre, à la nécessité de dégager un principe rationnel qui puisse être à la base de toute réglementation ou prohibition.

Aujourd'hui plus que jamais une spécification de détails peut être facilement tournée ; et c'est ce que fera remarquer devant la première commission de la Conférence de la Haye (1899), le délégué américain, cap. Crozier, quand il proposera, au lieu de la formule visant particulièrement les balles dum-dum une autre plus gé-

nérale dans laquelle on pourrait faire entrer même les inventions à venir.

Nous ajouterons, avec lui, que la recherche même du moyen de tourner l'interdiction spécifiée, pourra conduire à l'invention et par suite à la mise en usage d'instruments de guerre plus cruels que celui là, même visé par la spécification.

Ce principe rationnel devra être à égale distance de l'utopie et de l'exagération des nécessités de la guerre pour laquelle certains auteurs militaires (Rustow, Clausewitz entre autres) ont montré une prédilection.

Entre les deux formules, celle de Fiore ainsi conçue : « Illicites en général, les moyens d'attaque ou de défense contraires au principe de justice d'équité, d'humanité et proscrits entièrement par la civilisation. Employer ces moyens c'est se rendre indigne du nom de citoyen et dégrader la nation qui les ordonne », et celle de Clausewitz : « L'emploi de la force à la guerre est absolu. C'est une erreur de croire à d'autres moyens d'action. Le droit des gens n'est pour des militaires qu'une restriction insignifiante du but et du droit de la guerre. Il ne peut, ni ne doit en affaiblir l'énergie. Toute idée de philanthropie à la guerre est une idée des plus pernicieuses », il y a une marge suffisamment étendue.

Et d'abord peut-on faire fond sur l'idée de barbarie qui, le plus souvent, a été mise en avant.

M. Pillet constate qu'un général n'a jamais regardé à employer un moyen interdit comme barbare « lorsqu'il a pu en attendre la victoire ».

Peut-on d'avantage condamner une arme comme déloyale. Bayard disait de l'arquebuse qu'elle mettait « de pair le vaillant et le lâche ».

Les conditions du combat ne sont plus les mêmes depuis l'époque où la bataille qui n'était pour ainsi dire qu'un ensemble de combats individuels donnait à la force et à l'adresse des occasions multiples de se faire exalter et où la victoire ne paraissait que comme un jugement de la bravoure des hommes en présence.

D'autre part, il n'en est plus aujourd'hui « de la guerre comme du duel, où l'égalité des armes est de règle. Chacun des belligérants se sert des engins perfectionnés dont il s'est assuré le bénéfice et l'adversaire, n'a qu'à s'en prendre à lui-même s'il est moins bien pourvu ».

Force nous est donc de ne pas nous attacher au critérium que pourrait nous offrir l'idée de loyauté, sous peine de méconnaître les réalités et les nécessités de la guerre moderne.

Ce n'est pas à dire que la loyauté doive, selon nous, être bannie du combat ; il conviendrait même de la placer au premier rang des vertus militaires.

C'est dans l'histoire même du droit des gens que nous trouverons le principe utilitaire, dont nous ferons dériver la formule que nous cherchons.

Francis de Vittoria (1526-1596), un des premiers écrit dans ses *Sélections Morales*, p. 430. « In bello licet

(1) Manuel de droit international à l'usage des officiers de l'armée de terre.

omnia facere quae necessaria sunt ad defensionem boni publici. »

Grotius pose le principe moral de la nécessité en ces termes : « En matière de choses morales, les moyens qui conduisent à une certaine fin se revêtent de la nature même de cette fin. Ainsi tout ce qui est nécessaire, non pas d'une nécessité physique et infaillible, mais d'une nécessité morale pour le maintien ou la poursuite de quelque droit que l'on a, on est censé être autorisé à le mettre en usage comme on le juge à propos » (1). Il en déduit la condamnation de tout ce qui n'est pas nécessaire au but même de la guerre. Vattel s'inspirant visiblement des lignes ci-dessus dit :

« La fin légitime ne donne un véritable droit qu'aux seuls moyens nécessaires pour obtenir cette fin tout ce qu'on fait au-delà est repoussé par la loi naturelle vicieux et condamnable au tribunal de la conscience.

La fin légitime que doit se proposer toute lutte armée est de réduire la volonté de l'ennemi à la sienne.

Est-ce à dire que tous les moyens peuvent être employés pour faire triompher ce que chaque peuple estime être son droit ?

Il y aurait sans doute quelque exagération à admettre l'idée de Machiavel. « Lorsqu'il s'agit du salut de la patrie, il ne doit être tenu aucun compte, ni de justice ni d'injustice, ni de pitié, ni de cruauté, ni de louanges, ni d'opprobres, mais que laissant de côté toute préoc-

(1) De jure belli ac pacis. L. III, chap. I.

cupation, il faut que la patrie soit sauvée avec gloire ou avec ignominie. »

Cependant pour sauvegarder son indépendance un pays hésitera rarement à employer tous les moyens en son pouvoir « mais il s'en faut de beaucoup que les nécessités militaires autorisent à commettre des actes de cruauté, c'est-à-dire infliger des souffrances inutiles pour le seul plaisir de faire souffrir ou pour exercer une vengeance. » (Liébert) (1).

Et ce principe est consacré par la doctrine du droit des gens. Qu'il nous soit permis entre autres de citer ces lignes, « Parmi les actes de la guerre, il y en a que les Etats considèrent comme inutiles. »

Les actes nécessaires sont ceux qui tendent à détruire le plus promptement possible, les forces de l'état ennemi, les actes inutiles sont ceux qui prolongent la lutte sans déduire les forces de l'ennemi, (Funck Brentano et Sorel) qui a notre sens, résumant fort bien ce que l'on a pu écrire à ce sujet.

C'est dans ce même ordre d'idées qu'ont été conçus la déclaration de Saint-Petersbourg dont les considérants proclament que « le but même de la guerre serait dépassé par l'emploi d'armes qui aggraveraient inutilement les souffrances des hommes mis hors de combat ou rendraient leur mort inévitable » et le projet de Bruxelles qui interdit l'emploi « d'armes, de projectiles propres à causer des maux superflus. »

Nous estimons que cette idée d'éviter toute cruauté inutile doit présider à la recherche de toute limitation

(1) Précis du Droit des Gens.

des moyens de guerre en général et trouvera un champ d'application fertile dans le domaine spécial qui nous intéresse, des moyens de guerre nouveaux.

Elle concilie à la fois selon nous, l'idée d'humanité avec le désir d'éviter toute utopie stérile : le devoir qu'a tout soldat de ne jamais oublier que l'homme contre lequel il combat participe à la même nature que lui et celui qu'il a d'assurer par tous les moyens en son pouvoir la grandeur de sa patrie, la défense du territoire et le triomphe des idées généreuses au service desquelles il consacre ses forces et son sang.

Nous voilà donc en possession du principe qui devra guider tout effort vers le progrès de l'humanisation de la guerre : il sera facile en s'inspirant de ce principe, de faire la distinction entre les moyens qui seront permis et ceux qu'il conviendra de proscrire. Mais qui garantira que les règles élaborées dans le secret d'un cabinet ou dans la solennité d'une réunion officielle seront observées par les combattants ?

*
* *

Au moyen-âge, où l'autorité des papes était respectée par tous les fidèles, l'appel d'Innocent III à la Chrétienté n'a pas eu d'écho. Le ^{xiv}^e siècle voit apparaître des armes bien autrement terribles que celles qui étaient prohibées par la Décrétale, dont nous avons déjà parlé.

La doctrine formule un certain nombre de règles qu'il dépend des combattants d'observer ou non.

Malgré la réprobation traditionnelle qui s'élève contre l'emploi du poison dont on trouve des traces chez la plupart des auteurs, on cite des exemples d'hommes de guerre tués par ces armes prohibées (1).

Grotius pose le principe que tout ce qui n'est pas nécessaire au but de la guerre doit être proscrit comme cruauté inutile.

Mais « les réserves qu'il apporte au droit absolu des belligérants apparaissent plutôt comme rentrant dans le domaine de la conscience que dans celui du droit proprement dit. » (Merignhac. Lois et coutume de la guerre sur terre).

Vattel n'hésite pas à déclarer obligatoires la plupart des règles que Grotius et ses contemporains considéraient comme facultatives.

Pour qui ces règles sont-elles obligatoires ? Pour les hommes de guerre de l'époque et dans quelle mesure le sont-elles ?

Dans la mesure où leur sentiment de l'honneur militaire et de l'humanité leur commande de ne pas abuser de leur pouvoir qui tend à devenir discrétionnaire à mesure que les armées permanentes augmentent d'import-

(1) Ambroise de Warwick mourut, en 1563, d'une blessure causée par une balle empoisonnée. Réal remarque, d'après l'historien de Thou, qu'avant l'usage de l'arquebuse et dans les temps où l'arbalète était l'arme principale, c'était la coutume des Espagnols d'empoisonner leurs flèches (Réal de Curban, *La science du gouvernement*, LV, p. 491, cité par Faloux, *La guerre continentale*, etc., ouvrage précité.

tance numérique et sont groupées sous le commandement d'un nombre plus restreint de chefs.

La discipline qui sera nécessaire à la cohésion des grandes armées, leur permettra de faire appliquer les mesures d'humanité qui leur pourront être inspirées par les écrits des jurisconsultes et des philosophes. Les premiers progrès qui seront faits dans la voie de l'humanisation de la guerre seront surtout l'œuvre des généraux.

Gustave Adolphe adopte comme livre de chevet, le « *De iuribus pacis ac belli* » de Grotius, et apporte une véritable modération dans sa façon de conduire la guerre.

Mais ce sentiment de l'honneur dont nous sommes loin de contester l'importance, n'est pour ainsi dire qu'un moyen de contrainte morale.

Qu'elle est la valeur d'une règle inscrite dans un code militaire ou dans les instructions qu'un gouvernement donne à ses troupes. Le sentiment de discipline qui est proclamé comme étant la force principale des armées, peut être suffisamment puissant pour en assurer l'efficacité.

Mais l'Etat dont le premier devoir est d'assurer par tous les moyens en son pouvoir la défense de son territoire et le succès de ses armes risquera de compromettre ses intérêts s'il consent lui-même une limite à l'emploi de sa force, sans avoir l'assurance de la réciprocité.

M. Merignhac voit dans la notion dégagée par J.-J.

Rousseau « que la guerre est une relation d'état à état, le principe qui permettra à deux ou plusieurs états de contracter un lien juridique interdisant l'emploi de certaines armes. »

Dès lors que l'on ne conteste pas à un gouvernement le droit d'aliéner la faculté qu'il a, de pourvoir librement dans son territoire à la défense de ses droits et de ses intérêts, on admet qu'une convention signée par des représentants régulièrement constitués aura pour lui le caractère d'une obligation stricte.

C'est là le principe même des Conférences. L'exécution fidèle de cette convention qui aura force de loi entre les parties, sera-t-elle garantie par autre chose qu'une sanction morale ?

C'est la crainte que son adversaire ne respecte pas sa parole qui fera le plus souvent hésiter un état à aliéner sa liberté d'autant qu'il prendra peut-être vis-à-vis d'autres le même engagement, en considération de l'intérêt de réciprocité qu'il a à traiter avec celui dont précisément il redoute l'inobservation de la règle librement consentie.

L'incertitude d'une sanction qui viendrait en exécution d'un jugement rendu par une cour d'arbitrage internationale n'échappe pas à qui songe à l'impossibilité qu'il y a souvent de faire la preuve qu'un moyen prohibé a été employé et à la difficulté de dégager des faits le degré de responsabilité de l'Etat en cause.

Est-il besoin de rappeler à cet égard, que Français et Allemands se sont, au lendemain de la guerre de 1870 re-

jeté l'accusation d'avoir employé pendant la guerre des projectiles explosibles, défendus par la déclaration de Saint-Pétersbourg, sans que la vérité des assertions d'un parti comme de l'autre aient jamais pu être contrôlée.

M. Nagao Ariga, dans son étude sur la guerre russo-japonaise, au point de vue continental et du droit international a été amené à examiner si des balles dum-dum avaient été employées aussi bien du côté russe que du côté japonais pendant la campagne de Mandchourie et il est obligé de conclure, après avoir pourtant constaté que des balles dum-dum figuraient parmi les munitions russes et japonaises, que de tels projectiles n'avaient pas été employés pendant la guerre du moins avec « l'autorisation des gouvernements ».

Le principe de l'indemnité, en cas de violation des règles de la guerre, a bien été voté à la deuxième conférence de la Haye ; mais comment réparer certains préjudices ?



Une autre objection doit se présenter pour l'Etat qui consent par une convention à admettre une limitation de ses moyens de nuire.

Pareille restriction ne risquera-t-elle pas de le mettre en état d'infériorité à l'égard des peuples qui n'auront pas signé la convention ou qui ne font pas partie de la société internationale pour une raison ou pour une autre,

Cette objection soulevée à la 1^{re} Conférence, lors de la proposition d'interdiction des types nouveaux de fusil aura pour beaucoup contribué au rejet de cette proposition.

Contrairement à l'opinion de M. Dudley Field, qui dit dans une étude sur « La possibilité d'appliquer le droit international R. D. I. LVII, p. 616 » : « Tous les règlements de droit international relatifs à l'exercice du droit de guerre, sont également applicables à toutes les nations, à celles qui sont le plus éclairées comme à celles qui le sont le moins », nous croyons que les règles posées dans les conventions ne devront être appliquées à l'égard de ceux qui ne l'auront pas signée, pour une raison ou une autre, ou pour mieux dire, qui n'y auront pas été partie, que dans la mesure où l'intérêt des signataires, pourra se concilier avec le sentiment d'humanité, dont elles sont inspirées.

Le principe de Montesquieu : « Le droit de gens est naturellement fondé sur ce principe que les diverses nations doivent se faire dans la guerre le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs intérêts », peut être cité à l'appui de notre thèse.

Nous n'entrerons pas dans les détails de la controverse qu'a soulevée l'essai de légitimation de l'emploi des balles dum-dum, contre les sauvages, tenté à la 1^{re} Conférence de la Haye, d'autant que nous estimons qu'à raison de la cruauté inutile qu'on pouvait reprocher à la balle dum-dum, on ne peut en justifier l'emploi contre qui que ce soit.

Mais n'est-il pas possible d'admettre que certains moyens de combattre que nous reprouvons dans la guerre avec des nations civilisées, soient légitimes contre des peuples sauvages par le but même de la guerre ?

Dans quel mesure le principe rationnel qui doit présider à la limitation des moyens de nuire et qui est, selon nous, basé sur l'obligation morale d'éviter toute « cruauté inutile », se conciliera-t-il avec la nécessité de réduire certains ennemis disposés à user contre leurs adversaires, de tous les moyens en leur pouvoir. C'est une question que nous ne croyons pas devoir trancher — en raison des développements qu'elle comporterait, mais que nous avons tenu à signaler.

« Citons en terminant ces mots de M. de Martens :

Le choix des moyens employés pour faire la guerre dépend, d'une part des perfectionnements de l'armement et, d'autre part, du degré de civilisation et d'élévation morale des nations belligérantes. » (Traité de droit international, t. III, p. 207.)

CHAPITRE III

LES CONFÉRENCES.

La déclaration de Saint-Pétersbourg due à l'initiative du gouvernement russe fut le premier acte international qui ait posé le principe d'une interdiction conventionnelle d'un engin de guerre déterminé (1).

Il avait d'abord été question d'interdire toutes les balles explosibles sans exception. Le gouvernement prussien voulut encore élargir l'interdiction en y comprenant un très grand nombre de moyens de destruction. La Grande-Bretagne et la France s'opposèrent à la proposition du gouvernement prussien, et la Conférence, malgré l'insistance du délégué prussien décida d'un commun accord, qu'elle s'en tiendrait à l'exclusion des balles explosibles. Le texte prohibe l'interdiction de tout projectile qui serait explosible ou chargé de matières luminantes ou inflammables.

Il nous semble intéressant de reproduire les considérants de cette déclaration, « Considérant que les progrès

(1) Grotius cite un exemple de convention intervenue entre deux peuples Chalcidiens et Erétriens, et par laquelle il leur était interdit de se servir les uns contre les autres, d'aucune sorte de traits.

de la civilisation doivent avoir pour effet d'atténuer autant que possible les calamités de la guerre ; que le seul but légitime que les Etats doivent se proposer durant la guerre, est l'affaiblissement des forces de l'ennemi, qu'à cet effet, il suffit de mettre hors de combat le plus grand nombre d'hommes possible, que ce but serait dépassé par l'emploi d'armes qui aggraverait inutilement les souffrances des hommes mis hors de combat ou rendraient leur mort inévitable : que l'emploi de pareilles armes serait dès lors contraire aux lois de l'humanité ».

L'acte final de la Conférence pose le principe de la réunion de conférences ultérieures en vue de s'entendre sur les propositions qui pourraient être suggérées dans le but de concilier les nécessités de la guerre avec les lois de l'humanité.

Déjà, en 1872, au lendemain de la guerre de 1870, on se demanda s'il ne conviendrait pas de convoquer une nouvelle Conférence destinée à prohiber d'autres procédés d'invention récente, comme plus dangereux que les projectiles visés par la déclaration de Saint-Pétersbourg.

*
* *

Cette conférence fut réunie, en 1874, à Bruxelles, sur l'initiative de l'empereur de Russie.

Soucieux de se garder d'utopie, les jurisconsultes et les généraux qui la composèrent se contentèrent de poser le principe général. Art. 12. « Les lois de la guerre

« ne reconnaissent pas aux belligérants un pouvoir illimité, quant aux moyens de nuire. »

« D'après ce principe sont notamment interdits, le poison, etc. ;

« L'emploi d'armes, de projectiles propres à causer des maux superflus ainsi que l'usage des projectiles prohibés par la déclaration de Saint-Pétersbourg. »

Il est à noter comme le fait Bluntschli « que la déclaration se rapporte seulement aux balles des fusils et non pas aux grands projectiles de l'artillerie qui sont explosibles et qui font des blessures encore plus sérieuses mais sont regardées comme nécessaires pour conduire la guerre d'une manière efficace ».

La question posée par le colonel Staaf (Norvégien), de savoir s'il ne serait pas opportun de comprendre les balles de plomb mou parmi les projectiles occasionnant des maux inutiles fut écartée comme n'étant pas susceptible d'une solution immédiate. Le général Voigt fit observer que les expériences qui ont été faites sont insuffisantes. Il émet l'avis que des études ultérieures sont nécessaires pour qu'on puisse se prononcer en connaissance de cause.

Bien que les actes de la Conférence de Bruxelles soient restés sans aucune force obligatoire vis-à-vis des gouvernements, ils ont eu une influence très grande sur les délibérations du Congrès de la Haye.

L'idée première qui présida à la réunion de la Conférence de La Haye fut l'espoir qu'une restriction dans le progrès de l'armement serait un premier pas vers l'avènement de la paix universelle. Et c'est ce qui lui fit donner le nom de Conférence de la Paix.

Le 24 août 1898, le Comte Mouravieff, ministre des affaires étrangères remit aux représentants des différentes puissances, un message impérial exprimant le désir de voir se réunir une Conférence internationale en vue de chercher les moyens les plus efficaces, d'assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable et de mettre un terme au développement progressif des armements militaires.

Le tzar ne tarda pas à comprendre que les termes étaient trop vagues pour que sa tentative ne fût pas condamnée à un échec certain.

Lord Salisbury, en acceptant le principe d'une Conférence au nom de l'Angleterre, ajoutait avec une pointe d'ironie septique : « Si celle-ci est suivie d'un résultat, le souverain qui aura pris son initiative aura droit à la gratitude du monde ».

Une deuxième circulaire élargit le programme de la première en adjoignant à l'étude de la limitation des armements, celles de la médiation et de l'arbitrage, de l'adaptation aux guerres maritimes de la convention de Genève, de la revision du projet de Bruxelles, enfin de la prohibition ou de la limitation de l'emploi de certains engins de guerre.

Elle vota trois déclarations concernant :

1° L'interdiction pour cinq ans de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

1° L'interdiction pour cinq ans de lancer des projectiles pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

3° L'interdiction de l'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe ne couvrant pas entièrement le noyau ou pourvues d'incision.

Elle discuta sans aboutir, l'interdiction des sous-marins qui était réclamée par certaines puissances et celle des navires à éperon.

L'impossibilité d'obtenir l'unanimité sur ces questions en fit abandonner l'examen plus détaillé.

Elle émit le vœu « que les questions relatives aux fusils et aux canons de marine, telles qu'elles avaient été examinées par elle, soient mises à l'étude par les gouvernements en vue d'arriver à une entente concernant la mise en usage de nouveaux types et calibres. »

M. G. de Lapradelle pense que ce vœu tout platonique est un acte de courtoisie de pure forme.

Vingt six états se firent représenter à cette conférence. Pour la première fois, les États-Unis, qui avaient prétendu s'en tenir à la doctrine de Montroë, en refusant de prendre part à la Conférence de Bruxelles, la Chine et le Japon se font représenter.

Quelques exclusions : le pape, par suite de l'opposi-

tion de l'Italie, les Républiques Sud-Africaines, pour ménager les susceptibilités de l'Angleterre.

L'exclusion des république du Centre et du Sud de l'Amérique ne peut s'expliquer par aucune bonne raison.

*
* *

La 2^e Conférence de La Haye se réunit dans des conditions toutes différentes de la première.

Il ne pouvait plus être sérieusement question de désarmement au lendemain de la guerre russo-japonaise, alors que les occasions de conflit semblaient encore devoir se multiplier.

En vain l'Angleterre chercha à mettre la question sur le tapis ; elle avait fort à faire contre l'Allemagne dont l'attitude fit échouer toute tentative en ce sens.

La question qui devait être à l'ordre du jour, en même temps que l'arbitrage, devait être la guerre maritime dont le sujet avait été écarté en 1899, par suite de l'hostilité qu'avait témoignée, pour toute réglementation de la guerre maritime, l'Angleterre.

En ce qui concerne notre sujet, la seule limitation nouvelle qui ait été posée, a été celles des mines sous-marines.

Les trois déclarations votées par la précédente Conférence, ont été maintenues.

DEUXIÈME PARTIE

La guerre sur terre.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU TECHNIQUE SUR LE FUSIL MODERNE DE L'INFANTERIE ET SON PROJECTILE.

L'invention du canon rayé, vers 1857, fut une véritable révolution dans l'armement et marqua le commencement de l'époque contemporaine qui est caractérisée par l'adoption de la poudre sans fumée, du mécanisme à répétition et par la réduction du calibre.

La force explosive considérable de la poudre à base de nitrocellulosé (poudre sans fumée) qui fit son apparition en France vers 1886 détermina la réduction du calibre de l'arme en même temps que l'augmentation de la vitesse initiale.

La tactique fut complètement modifiée par l'avenir

que l'on entrevoyait de batailles où les adversaires se fusilleraient et se canonneraient à longues distances, sans que les adversaires puissent savoir d'où partent les coups.

C'est la considération des nécessités tactiques en même temps que les raisons d'économie qui s'imposent aux budgets militaires, qui dirigeront l'étude du perfectionnement constant de l'arme et de son projectile, perfectionnement qui se traduira surtout par la diminution du calibre et l'adaptation de la chemise métallique au projectile.

L'expérience n'avait pas tardé en effet à démontrer que la vitesse du tir sur la ligne de combat, vitesse qui doit assurer la supériorité dans la lutte moderne, dépend beaucoup plus du nombre de cartouches portées par le soldat que de la vitesse de tir possible de l'arme et même de sa précision. On fut donc conduit à diminuer le poids de la cartouche, partant du calibre de l'arme.

Ce fut la France qui donna l'exemple en adoptant un calibre de 8 mm.; les grandes puissances adoptèrent successivement des calibres variant entre 5 mm. à 8 mm. (1).

Les avantages balistiques de cette diminution de calibre sont : trajectoire plus rasante et par suite, précision plus grande et zone de danger augmentée, recul moindre et enfin et surtout une force de pénétration plus

(1) Le Mexique a adopté un fusil du calibre de 5 mm., vitesse initiale 810 m., poids de la balle 6 gr. 40.

grande obtenue sans exagération de la pression des gaz de la poudre, grâce à l'augmentation de la vitesse initiale et de la vitesse restante, et qui a pour effet d'enlever une grande partie de leur valeur défensive aux abris généralement utilisés sur le champ de bataille. Mais diverses considérations s'opposent à la diminution du calibre au-dessous de certaines limites.

Il y a d'abord des limites balistiques, la longueur du projectile ne pouvant dépasser cinq fois son calibre avec un projectile de 5 mm. la limite serait 25 mm. de longueur, la densité de la section serait trop faible et la vitesse diminuerait très vite.

Mais ce qui préoccupe surtout les hommes de guerre, c'est la diminution de la puissance d'arrêt du projectile qui est la conséquence de la réduction du calibre.

La puissance de pénétration d'une projectile est augmentée avec la diminution du calibre et c'est ce qui explique que, la balle de petit calibre continuant sa course après avoir traversé l'obstacle ne laisse pas dans cet obstacle autant de force vive, que celle d'un calibre plus fort, qui ne le traverse pas ou qui perd au sortir de cet obstacle la plus grande partie de sa vitesse initiale, et par suite y abandonne plus de force vive.

Que deviendra cette conclusion théorique transportée dans le domaine pratique où le rôle du projectile est de mettre hors de combat le plus d'ennemis possible dans le minimum de temps.

Il est difficile de se baser sur certains faits que l'on a relevés dans des guerres récentes, d'autant que l'on

peut interpréter d'une façon très différente, ces faits, selon la façon dont on les présente.

C'est ainsi qu'il a été rapporté qu'à Cuba, le fusil espagnol de 7 mm., dans l'Erythrée, le fusil italien de 6 mm. 5 n'avaient pas arrêté immédiatement dans leur élan des indigènes, atteints en plein par des balles de fusil et ne les avaient pas empêché d'arriver à l'assaut.

On a prétendu qu'au Dahomey notre balle de 8 mm. n'avait pas suffi à mettre hors de combat des indigènes traversés de part en part. Les faits peuvent avoir été inexactement rapportés et l'on peut admettre que les cas cités constituent des exceptions.

D'après le commandant Daudeteau, ce sont des faits qui ne se justifient que par des expériences faites sur les animaux vivants. A toutes les distances, les animaux touchés ont éprouvé une commotion violente, les mettant de suite dans l'impossibilité de marcher. Parmi les avantages du projectile japonais, M. Nagao Ariga (*La guerre russo-japonaise, au point de vue du droit international*), cite celui de mettre hors de combat immédiatement, les hommes blessés même légèrement.

De tout temps on a vu des soldats blessés continuer à combattre et l'on peut dire avec le Dr Küttner que la mise hors de combat immédiate sauf dans le cas de blessures très graves est une question de nerfs (1).

(1) Le commandant Daudeteau cite le cas suivant: « Le 11 juin 1807, à Heilsbronn, le chef d'escadron Chipault recevoit 52 blessures; il ne quitte le champ de bataille que lorsque, épuisé, il ne peut plus tenir en selle. (*Journal des Sciences militaires*, juillet 1898.

On peut toutefois considérer comme un fait acquis que les balles de calibre réduit ont une puissance d'arrêt moindre.

Cette considération a été décisive pour arrêter le mouvement vers la diminution des calibres : d'autant que comme le fait observer le commandant Bornecque (1) « la diminution du calibre au-dessous d'une certaine limite n'entraîne pas forcément une augmentation des propriétés balistiques, car il y a de nombreux autres facteurs qui interviennent. La limite serait entre 6 mm. et 6 m. 5. »

L'expérience de la guerre russo-japonaise a démontré l'excellence du fusil des Japonais (calibre de 6 mm. 5) qui a été une des causes de leur succès.

Pour essayer de remédier à cette diminution de la puissance d'arrêt des armes de petit calibre, sans revenir en arrière, on a cherché surtout ces dernières années à perfectionner le projectile lui-même. La France et l'Allemagne ont adopté de nouvelles balles qui ont une grande valeur balistique. La balle française D, qui a été expérimentée les premières fois vers 1904, est en cuivre ; elle est plus légère que l'ancienne (M). Elle est de forme allongée et pointue. Sa trajectoire est très tendue mais la balle se traverse du fait qu'elle avance en pivotant sur elle-même. Le choc sur un corps dur la déforme à la pointe qui se met en crochet. La balle alle-

(1) Les armes à feu portatives des armées actuelles et leurs munitions.

mande S est de forme ovoïde. Elle est en acier. Supérieure à la balle D aux distances inférieures à 800 m. elle perd sa supériorité au-delà de cette distance.

*
* *

Les Anglais, dès l'apparition du fusil Lee Metford s'étaient inquiétés de l'insuffisance du projectile, certains l'attribuaient à l'enveloppe, d'autres au noyau de plomb, d'autres à l'arme elle-même. Les Anglais, dans un but d'économie ne voulurent pas modifier leur fusil, ils s'appliquèrent donc à augmenter la puissance d'arrêt du projectile.

Partant du principe que les balles anciennes en plomb mou, qui s'écrasent sur l'obstacle en se champignonnant avaient, dans l'obstacle humain ou animal, une puissance d'arrêt considérable par suite du caractère de gravité des blessures qu'elles infligent, ils donnèrent à leur projectile une nature intermédiaire entre celle des balles de plomb mou et celle revêtues d'une chemise métallique, prétendant leur assurer ainsi les avantages du calibre ancien et du calibre réduit. Ils découvrirent le plomb des balles à leur extrémité ; c'est le principe même de la balle dum-dum dont le nom lui vient de celui de l'arsenal proche de Calcutta où elles furent d'abord fabriquées.

Les balles à « nez mou », comme les Anglais les appelèrent un moment, donnèrent lieu à de graves mécomptes. Elle ne sont guère utilisables que contre un

ennemi qui s'avance, à découvert leur force de pénétration étant insuffisante contre les abris et couverts qui sont utilisés par des soldats exercés à se plier aux exigences du combat moderne.

Après avoir essayé la balle Mark IV à pointe creuse et la balle Twedie et Burton dont l'enveloppe est limée en petites bandes longitudinales et qui s'ouvrait comme un parapluie au premier choc, on dût revenir à la balle pleine (Mark VI).

CHAPITRE II

EFFETS VULNÉRANTS DES PROJECTILES DU FUSIL MODERNE D'INFANTERIE. — DES BALLES DUM-DUM.

Certains auteurs et surtout les médecins anglais et américains, qui ont pris part aux campagnes de Cuba et du Transvaal, se basant sur le fait que les nouvelles balles ne désorganisaient pas les tissus dans lesquels elles pénétraient comme une aiguille, ont décerné aux nouveaux projectiles de calibre réduit le nom de « balles humanitaires ». Voyons si ces balles méritent bien leur appellation.

Et d'abord produisent-elles fréquemment les effets explosifs qui, dans les trois quarts des cas causent la gravité des blessures, effets que l'on constate d'abord et surtout, dans les milieux riches en liquides de l'organisme et qui est d'autant plus violent d'une façon générale que la balle a été tirée à courte distance, en second lieu dans certains tissus où l'orifice de sortie est plus grand que l'orifice d'entrée et où les parcelles des tissus ont joué le rôle de projectiles secondaires.

Le colonel Journée (1) croit que les balles nouvelles

(1) Les armes portatives et leurs projectiles.

produisent des effets explosifs moins considérables que celles d'un fort calibre; il a constaté que les effets produits par une balle du calibre 21 mm. 2 sur des organes compacts et chargés de liquide ont été infiniment supérieurs à ceux d'une balle du calibre 4 mm. 5, malgré la vitesse de cette dernière et sa supériorité de force vive.

Nagao Ariga cite parmi les avantages du calibre réduit du fusil japonais (6 mm. 5), celui de produire moins d'effets explosifs dans les tissus où ils se produisent habituellement.

Par contre Jean de Bloch reproche aux balles modernes leur action explosive aux faibles distances.

Les expériences italiennes de novembre 1893 constatent que le fusil italien du calibre produit des effets explosifs jusqu'à 1.200 mètres.

Nous croyons cependant que l'opinion du colonel Journée et de M. Nagao Ariga, doit prévaloir.

Un fait incontestable est que la balle moderne, revêtue d'une chemise métallique fort résistante, se déforme moins facilement que l'ancienne balle de plomb qui s'aplatissait sur l'obstacle à de faibles distances; il y a donc de moindres chances d'infection et d'irrégularité dans la forme de la blessure (1).

Nous croyons difficile, au surplus, de tirer une conclusion pour ou contre la balle de calibre réduit hors de l'expérience des guerres récentes. Les tirs exécutés

(1) A noter cependant que les balles D française, et S allemande, qui sont l'une en cuivre, l'autre en acier, se déforment facilement sur un corps dur.

sur des animaux ou les expériences de laboratoire ne peuvent tenir compte des conditions si multiples dans lesquelles un projectile peut rencontrer l'obstacle humain, selon que le combat se livre à courte ou à longue distance, derrière des abris ou couverts, en plaine ou en terrain vallonné.

Ne pouvant entrer dans l'étude détaillée des dernières campagnes, nous nous bornerons au champ d'investigations fertiles que nous offre la guerre russo-japonaise et puisque le calibre du fusil japonais est inférieur à celui du fusil russe, nous examinerons dans les grandes lignes, quel rôle il a joué au courant de cette campagne, qui n'a pas duré moins de dix-neuf mois et au cours de laquelle ont été livrés vingt et une grandes batailles et plus de cinquante petits combats.

Du côté russe, sur les 544.100 hommes de troupes, ayant constitué l'effectif moyen de l'armée pendant la campagne, il y a eu 142.436 officiers ou hommes de troupes atteints par des projectiles, soit une moyenne de 1 blessé sur 4 à 5 combattants.

Parmi les causes vulnérantes le fusil entre pour 83 0/0, l'artillerie 14 0/0, divers 3 0/0.

Si l'on rapproche de ces chiffres ceux qui sont donnés pour les dernières guerres (fusil 80 0/0, artillerie 18 0/0, divers 2 0/0), on voit que, comme dans toutes les luttes modernes, c'est le fusil qui a joué le principal rôle et que les pertes produites par lui sont plus grandes, au détriment de celles causées par l'artillerie.

Mais si l'on tient compte de ce fait, que la proportion

des morts sur le feu sur l'ensemble de l'effectif, est de 3 0/0 (avec 37.600) du côté russe, alors que du côté japonais il est de 7 0/0 (avec 47.300), il est aisé de conclure, étant donné que la majeure partie des pertes est d'une façon générale occasionnée par le fusil, qu'il y a eu beaucoup moins de morts causées par le fusil japonais que par celui des Russes.

Quel a été le degré de gravité observé sur les blessures ? D'après les statistiques du service médical russe, 45 0/0 des blessés, ont été atteints légèrement et 3,7 0/0 seulement sont morts des suites de leurs blessures, au lieu de 10 0/0, chiffre précédemment admis pour les autres guerres.

Dans 72 0/0 des cas on a constaté que les balles de petit calibre avait traversé de part en part, que 19 0/0 étaient restées dans les tissus et que chez 9 0/0 des blessés elles n'avaient occasionné que des égratignures (1).

Est-ce un argument en faveur de la thèse que nous avons vu soutenir par certains, que la puissance d'arrêt, qui est la condition essentielle de l'arme, était diminuée par la réduction du calibre ? Nous ne le croyons pas, nous appuyant sur l'autorité de M. Nagao Ariga, qui cite parmi les avantages du fusil japonais, celui de mettre immédiatement hors de combat, le soldat qui est atteint.

Ne pouvons-nous, au contraire, en tirer un argument

(1) Nous prenons ces chiffres dans le *Bulletin des Conférences de l'Ecole d'Instruction des officiers de réserve*, année 1908.

pour la moindre gravité des blessures? Une telle conclusion ne nous semble pas hasardeuse si l'on songe que le médecin russe, Wefer, estime que 45 0/0 des blessés russes peuvent retourner à la guerre trois mois après.

Nous reproduisons, malgré une certaine divergence d'appréciation dans les chiffres, les lignes suivantes, tirées d'une conférence sur le Service de santé sur le champ de bataille (Bulletin des Conférences de l'Ecole d'Instruction, 1^{re} année 1908.)

« Quatre mois après Moukden, les Russes estimaient que 45 0/0 des hommes présents avaient été blessés pendant la campagne ; quelques hommes avaient été blessés trois et quatre fois depuis le début de la guerre ; c'est-à-dire combien la guérison s'obtient rapidement aujourd'hui puisque 75 0/0 des blessés russes sortirent des hôpitaux au bout de 21 jours. »

Conclusion : les blessés guérissent vite ; cela tient évidemment en grande partie au progrès de la chirurgie moderne, mais nous pouvons, sans témérité, voir à ce fait, d'autres causes : petitesse des orifices d'entrée et de sortie et netteté du parcours du projectile dans les parties molles et les os spongieux, aseptisation qui résulte de la grande vitesse initiale et du mouvement très rapide de rotation autour de leur axe, auxquels obéissent les balles de calibre réduit.

Nous sommes donc loin de conclure avec Jean de Bloch « que les désordres causés dans l'organisme par les balles modernes dépassent de beaucoup les limites moralement admissibles » (op. précité).

Bien au contraire nous estimons que les balles de calibre réduit qui remplissent le rôle utile que doit jouer tout moyen de guerre en usage, et qui est de mettre hors de combat le plus d'hommes possible dans le minimum de temps, ne le dépasse pas, puisque la proportion des morts aux blessés est moins forte qu'avec les balles anciennes et que ses effets se prolongent le moins possible au-delà de la durée de la guerre, par suite de la facilité avec laquelle les blessés, même gravement atteints, guérissent et de la diminution qu'on a pu constater du nombre de soldats restés invalides au lendemain de la lutte.

L'appellation « d'humanitaire » que nous avons vue avoir été donnée dès le début par les médecins militaires anglais et américains ne nous semble donc nullement exagérée.

Le progrès dans la voie de l'humanisation de la guerre a donc été sur ce point l'œuvre de l'évolution de l'arme et du progrès de la science.

Nous n'insisterons donc pas sur les propositions qui ont été faites à la 1^{re} Conférence de la Haye, en vue d'interdire tout type nouveau de fusil, propositions qui touchent surtout à la question du désarmement et dont on ne tarda pas à reconnaître l'inutilité puisqu'à la suite de longues, et parfois stériles discussions, où les intérêts en jeu transparaissaient sous le couvert de l'humanitarisme, elles aboutirent à la décision que prit la conférence de « s'en rapporter à une conférence ultérieure, puisque les gouvernements consultés n'avaient pas eu

le temps d'examiner la question d'une façon assez approfondie. »

Et nous entrerons de suite dans l'étude de la troisième déclaration qui interdit : « L'emploi des balles qui s'épanouissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions. »

L'opinion publique n'avait pas tardé à s'émouvoir sur le continent, du bruit qui avait été fait autour des expériences faites à Tubingen, par le professeur Brün, avec des balles qu'on disait être identiques aux balles dum-dum employées par les Anglais comme projectile de leur fusil Lee Metford modifié.

Nous avons vu quel avait été le principe utilitaire qui avait conduit à adopter cette balle. Il est intéressant de savoir quels sont les effets qu'on lui attribue sur l'organisme.

Du rapport du médecin japonais Nayamine, rapport donné par M. Nagao Ariga (op. précité) nous extrayons les lignes suivantes :

« Les blessures faites par les balles dum dum ne sont pas grandes à l'entrée, mais sont très grandes à la sortie ; et dans la traversée de la partie molle, mesurant plus de 4 cent. de diamètre, les tissus et les muscles sont broyés et écrasés. Les fragments des os brisés sont disséminés autour des blessures et pénètrent dans les tissus.

« Toutefois il est impossible de reconnaître la forme primitive des os. Un tel dégât est la conséquence, non seulement de l'éclatement des balles qui se produit sur les obstacles qui leur résistent, mais aussi du plomb non entièrement fondu, qui prend des formes variées, se disperse et pénètre même dans les os spongieux. Les blessures intéressant le visage sont particulièrement effrayantes. »

Le tableau n'est pas fait pour rassurer. Les effets signalés, sont-ils bien la caractéristique de la balle dum-dum ? Nous avons vu reprocher aux balles ordinaires des effets explosifs qui peuvent se produire dans des conditions particulières et souvent déconcertantes, nous savons d'autre part, que certaines balles allongées peuvent subir, du fait de la vitesse du vent, un renversement dans l'air, qui, les faisant pencher dans une position anormale, occasionne des blessures d'une forme irrégulière.

M. Nagao Ariga fait fort justement remarquer que tous les médecins militaires ont constaté que des balles ordinaires de fusil entrant par ricochet dans le corps humain produisent le même effet que les balles dites dum-dum ; que le seul moyen de reconnaître, dans les cas suspects, si on se trouvait en présence de balles ayant ricoché ou de balles dum-dum était de les extraire du corps et d'en faire l'analyse.

On voit par cette remarque, combien il est difficile de distinguer les effets des deux projectiles et comme le dé-

légue anglais Sir J. Ardagh aura beau jeu devant la Conférence à venir disculper la balle anglaise.

De l'aveu même de sir J. Ardagh, des balles dites dum-dum ont été employées contre les Indous et contre les Derviches.

La question de savoir si les Anglais se sont servis ou non de dum-dum a été l'objet de versions contradictoires. « Il semble, dit M. Merignhac, que MM. Balfour et Hamilton en aient fait l'aveu implicite en déclarant qu'on cherchait un autre type de balles » (op. précit).

En dehors des débats aux Chambres anglaises, le projectile en question a été l'objet de vives discussions aux Chambres des députés français et belge (20 mars 1898 et 25 avril 1899).

Toujours est-il qu'elles n'avaient pas une bonne presse sur le continent et que l'opinion publique attendait de la Conférence une interdiction formelle des balles dum-dum. Elle ne réfléchissait pas que l'Angleterre semblait peu disposée à renoncer à son projectile et s'abstiendrait sans doute de signer la déclaration qui pouvait sortir des travaux de la Conférence.

CHAPITRE III

LES DEUX DÉCLARATIONS DE LA HAYE RELATIVES AUX BALLES QUI S'ÉPANOUISSENT DANS LE CORPS HUMAIN ET AUX PRO- JECTILES AYANT POUR SEUL BUT DE RÉPANDRE DES GAZ DÉ- LÉTÈRES.

On avait dû rapidement écarter l'idée que les balles dum-dum étaient comprises dans l'interdiction posée par la déclaration de Saint-Pétersbourg de « tout projectile d'un poids inférieur à 400 gr. qui serait ou explosible, ou chargé de matières fulminantes ou inflammables », ce texte aurait pu être interprété comme s'appliquant à d'autres projectiles, considérés cependant comme licites, en raison des effets explosifs qu'on avait pu constater. Il y avait du moins une différence fort sensible entre la nature même du projectile explosif qui fait par lui-même explosion sur l'obstacle et celui qui peut produire des effets explosifs, lorsqu'il rencontre un obstacle dans des conditions déterminées et qui peut d'ailleurs ne pas avoir les mêmes effets dans les conditions où l'on croyait devoir pouvoir les constater.

Un fait était certain, c'est que l'emploi des balles dum-dum pouvait être considéré comme contraire à l'esprit

même de la déclaration qui était de prohiber tout moyen causant aux blessés des souffrances inutiles.

Mais on crut mieux faire pour donner satisfaction à l'opinion publique de préciser l'interdiction..

Une première formule avait été proposée à la sous-commission par le délégué suisse, elle faisait entrer dans ses termes les trois espèces de balles dum-dum que nous avons vu avoir été adoptées. Qu'on en juge par le texte suivant. Est interdit « tout projectile d'infanterie dont la pointe du manteau est trouée ou limée, ou dont le passage direct à travers les corps est entravé par un vide intérieur ou par l'emploi du plomb. » Cette formule qui pouvait avoir l'inconvénient de montrer par trop que c'était uniquement la balle dum-dum qui était visée par le principe d'une interdiction, fit place à la suivante interdisant l'emploi « des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles expansibles, les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions ».

La déclaration de principe que fit, dès les débuts, le délégué S. J. Ardagh : « L'Angleterre ne permettra jamais l'emploi de projectiles causant d'inutiles souffrances. Mais elle proclame son devoir en même temps que son droit de fournir à ses soldats un projectile sur l'effet duquel ils pourraient compter et qui suffirait à arrêter la charge de l'ennemi » ne laissait aucun doute sur l'intention où était l'Angleterre de s'opposer de toutes ses forces au vote d'une semblable proposition.

Sir J. Ardagh, après avoir expliqué les raisons qui avaient amené l'Angleterre à adopter la balle dum-dum, essaya d'atténuer les reproches qui lui était faits. « Cette balle, dit-il, n'éclate pas dans le corps humain, elle se gonfle sans se briser et remplace, en réalité, une balle de calibre beaucoup plus fort, tout en jouissant d'un petit calibre. » (Actes de la Conférence).

Il ajoutait que les expériences qui avaient été faites à Tubingen, par le Dr Brünn, ne prouvaient rien contre la balle dum-dum, qui pouvait avoir une certaine analogie avec la balle employée, mais en différait totalement dans la structure.

Le colonel Gilinski, délégué russe, répondait à cela qu'on avait pu constater les effets de la balle dum-dum à la guerre.

En présence de ces divergences d'opinion entre les délégués technique, le délégué du Portugal déclara dès les débuts qu'il s'abstiendrait de la discussion.

C'était ménager adroitement les susceptibilités de l'Angleterre qui persistait à déclarer que tout en se ralliant à la déclaration de Saint-Petersbourg, elle n'entendait n'être pas limitée dans les détails techniques de construction. Le délégué américain, crut avoir trouvé un terrain d'entente en proposant une formule large dans ses termes.

L'amendement qu'il mit en avant, interdisait l'emploi de « balles qui infligeraient des blessures d'une cruauté inutile, telles que les balles explosibles et en général

toutes espèces de balles qui dépasseraient la limite nécessaire pour mettre un homme hors de combat ».

Nous croyons que les critiques qui furent formulées contre cette proposition et dont il nous suffit de citer une seule, celle venant du colonel Gilinski : « Quant aux balles qui pourront être inventées on s'en occupera quand le moment sera venu », sont tout à fait injustifiées.

La formule du capitaine Crozier était inspirée du principe même que nous avons vu devoir, selon nous, être à la base de toute limitation des moyens de nuire, condamnation de toute cruauté inutile. Elle avait l'avantage de s'appliquer à toutes les inventions « qui peuvent surgir d'un moment à l'autre aussi cruellement inutiles que les balles expansives » (Merignhac, op. précité).

La commission se rallia néanmoins à la proposition que nous avons relatée, sans même voter sur l'Amendement Crozier, à l'unanimité sauf l'Angleterre et les Etats-Unis dont, il faut bien le reconnaître, la susceptibilité fut inutilement éveillée par ce manquement aux usages parlementaires.

Il y eut ensuite une réunion entre le rapporteur de la commission Karnebecke et les délégués anglais.

Karnebecke essaya d'entraîner l'adhésion de l'Angleterre en ménageant ses intérêts en faisant ressortir que la convention sur le texte de laquelle elle était appelée à voter ne s'appliquerait qu'aux puissances contractantes et laissant par conséquent en dehors les puissances qui n'y seraient pas parties, ne serait pas applicable dans ses luttes contre les sauvages ».

Nous n'insisterons pas sur le point de vue éminemment pratique auquel s'est placé M. Karnebecke ; obtenir au moins que l'Angleterre se lie vis-à-vis des puissances représentées à la Haye ou qui pourraient par la suite adhérer à la Convention.

Le délégué anglais, sir H. Pauncefote, répondit catégoriquement que les instructions qu'il avait reçues s'opposaient formellement à ce qu'il se ralliât au texte proposé qui avait définitivement été établi comme suit : Interdiction des « balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions ».

A la séance plénière du 21 juillet, le capitaine Crozier revint sur sa proposition et fit la critique de la formule soumise au vote de la Conférence.

Il montra que l'évolution est aux balles de petit calibre. « Si bien, dit-il, que chaque nation adoptant ces balles de moindre calibre cherchera à remédier à l'inconvénient de la diminution de la puissance d'arrêt qui en est la conséquence et trouveront le moyen de tourner l'interdiction exprimée en termes précis, ce qui est toujours possible ; ils seront même conduits pour éviter le type prohibé à employer un type encore moins humain. »

Et il met en garde contre le danger qu'il y a à essayer de protéger un principe par la spécification des détails car on peut éviter de tomber dans les détails prohibés et néanmoins violer le principe.

Le discours du capitaine Crozier, si remarquable en

tous points, ne réussit pas à rallier la majorité des votes à sa proposition.

Par contre, le texte fut voté à l'unanimité moins l'absentéisme du Portugal et l'opposition de l'Angleterre et des Etats-Unis.

En ne signant pas la déclaration, l'Angleterre se réservait le droit d'user de la balle dum-dum contre tel adversaire qu'i lui plairait.

Avant la conférence de la Haye, on pouvait prétendre que les balles dum-dum étaient défendues par la déclaration de Saint-Petersbourg; depuis, en tous cas elles étaient condamnées, par son esprit même.

La séparation qu'on a faite entre elles et les projectiles visés par la déclaration de 1868 et les balles dum-dum, justifie l'emploi de ces dernières; en sorte que de l'avis même de la majorité des auteurs, on peut considérer que la décision prise à la Haye marque un recul.

M. Fatoux (Thèse précitée), estime que les discussions auxquelles se sont livrés les délégués, ont eu pour résultat de permettre à l'Angleterre de se disculper et de légaliser sa conduite en droit positif.

« Les reproches exagérés formulés contre la balle dum-dum ont été complètement réfutés », écrivit quelque temps après Holland Some (déc. 1899). « Pendant la guerre du Transvaal, la déclaration suivante fut faite par le gouvernement anglais : « Notre gouvernement en s'abstenant, comme il l'a fait dans la guerre actuelle,

(1) Les journaux rapportent le fait que des dum-dum seraient employés par les Riffains contre les Espagnols.

d'user de la dum-dum ou de la balle Mark IV, contre un ennemi d'origine européenne, ne peut pas s'engager à ne pas employer ces projectiles dans des guerres où les balles de puissance d'arrêt diminuée se trouveraient insuffisantes. » (Traduit des citations reproduites par Fatoux ouvr. précité.)

Il faut cependant reconnaître que l'opinion publique, soit qu'elle ait été par ignorance égarée sur la portée de la déclaration, soit que la question soit tombée d'elle-même, par suite du retour que les Anglais déclarèrent faire à la balle pleine, se considéra comme satisfaite du résultat de la Conférence et ne se préoccupa nullement de savoir si des balles dum-dum avaient été employées pendant la guerre russo-japonaise. (Voir ce que dit Nagao Ariga.)

Il y a une certaine ironie à constater que l'Angleterre qui avait été irritée de l'attitude prise à son égard à la 1^{re} Conférence de la Haye, ne manqua pas, au moment de la 2^e Conférence de la Haye, l'occasion d'éveiller l'attention publique sur les terribles effets des projectiles nouveaux adoptés par la France, l'Allemagne et les Etats-Unis et de chercher à les peindre comme plus cruels que les dum-dum. Ces projectiles, en raison de leur forme allongée qui les fait se renverser contre l'air de leur grande vitesse initiale et des déformations qu'elles subissent, sont susceptibles dit-on, de causer de grands ravages dans l'organisme humain, mais l'expérience des guerres n'a pas encore été faite, et il est difficile de conclure, d'après les essais sur le champ

de tir. D'ailleurs pourrait-on dire qu'ils présentent le caractère de cruauté inutile qui, selon nous peut seul déterminer une interdiction ? Nous ne le croyons pas ; ces projectiles ont en effet une grande valeur balistique, ce qui suffirait à en légitimer l'emploi.

L'interpellation que fit le ministre de la Guerre anglais, M. Haldane, à la Chambre des communes, n'eût pas d'écho sur le continent, pas plus que la campagne que mena M. W. Stead, directeur du *Courrier de la Conférence*, contre « les balles inhumaines » et qui avait pour but de faire rouvrir à la 2^e Conférence de la Haye, la discussion de la question qui s'était posée en 1899. Malgré les démarches de M. W. Stead auprès des délégués, la question d'une interdiction de ces balles nouvelles ne fut pas soulevée à la deuxième commission.

La question des nouvelles balles Françaises et Allemandes n'a pas été soulevée à la Haye.

Par contre, le général Davis déposa, le 8 juillet 1907, une proposition identique à celle que le capitaine Crozier avait mise en avant, sous forme d'amendement à la première Conférence de la Haye.

M. Bernaërt (président de la 5^e séance de la sous-commission), déclara que la proposition des Etats-Unis ne se rattachait pas au programme de la 2^e Conférence, et que d'ailleurs personne n'avait demandé la revision de la déclaration de 1899, qui n'avait pas été dénoncée.

Ce ne nous semble pas un argument de grande valeur. Rien n'empêchait les Etats-Unis qui n'avaient pas signé la déclaration de 1899, et qui, par suite n'avaient pas à

la dénoncer de formuler une proposition nouvelle.

La sous-commission se rallia cependant aux raisons de M. Bernaërt et refuse de mettre en discussion la proposition du général Davis.

Il est à regretter que l'on n'ait pas voulu convenir de la faute qui avait été faite en 1899 en repoussant l'amendement Crozier, comme il eût été facile de le faire en prenant en considération la proposition ci-dessus relatée.

Les Etats-Unis maintinrent leur décision de ne pas signer la déclaration à laquelle l'Angleterre et le Portugal déclarèrent adhérer pleinement.

PROJECTILES DE L'ARTILLERIE

La 2^e circulaire du comte Mouravieff citait parmi les thèmes sur lesquels devait s'ouvrir une discussion internationale ; celui de l'interdiction de types nouveaux de canons et de la limitation de l'emploi dans les guerres de campagne d'explosifs d'une puissance formidable.

Bien que l'échec des diverses propositions, concernant l'armement de l'infanterie, ait empêché qu'on aille plus avant dans une discussion sur le matériel de l'artillerie, nous avons cru intéressant de consacrer quelques lignes aux projectiles employés par l'artillerie moderne.

Les projectiles de la guerre de campagne sont du type shrapnell, caractérisé par l'introduction, dans l'inté-

rieur, de balles et d'une matière explosive devant ajouter leurs effets à celui de l'obus.

L'enveloppe extérieure de l'obus est en tôle d'acier, le culot en acier. Au moment de l'éclatement, l'obus se disperse, mais les éclats auxquels leurs formes irrégulières font perdre rapidement leur vitesse cèdent place en importance aux balles qui deviennent les véritables projectiles vulnérants de l'artillerie actuelle.

Ces balles qui offrent une grande analogie avec celles des anciennes armes à feu portatives sont dans les schrapnells actuellement en service en plomb durci ; leur nombre varie de 130 à 340 et leur poids de 10 à 15 grammes.

Elles peuvent mettre hors combat jusqu'à une distance de 900 m. du point d'éclatement. Plus on se rapproche de ce point plus les coups sont nombreux et les blessures graves ; enfin dans les 50 premiers mètres on observe des effets explosifs qui, d'une façon générale, sont plus importants dans les parties riches en liquide, que ceux qui peuvent être produits par les balles de calibre réduit. D'un autre côté par suite de la déformation que les balles subissent en s'entrechoquant au départ, et après éclatement les blessures sont de forme irrégulière. « La balle se fait un trajet de la largeur de son calibre dans les muscles, elle déchire les gros vaisseaux et produit dans les os et les viscères, des désordres plus graves que la balle cuirassée. (Faloux, ouvr. préc.)

Les accidents infectieux sont très fréquents.

Plusieurs auteurs (le colonel Journée, Nimier et Bor-

cher entre autres), avaient estimé qu'il y aurait par les blessures de shrapnells, 30 0/0 de coups mortels alors que les blessures mortelles occasionnées par les balles de fusil ne seraient en moyenne que de 25 0/0.

L'expérience de la guerre russo-japonaise semble dérouter ces prévisions ; les pertes par l'artillerie ont été moins grandes que dans les guerres précédentes ; elles entrent pour 14 0/0 dans la statistique des causes vulnérantes, alors que dans les guerres antérieures, la proportion était de 18 0/0. Or, on sait d'autre part que la proportion des morts aux blessés a sensiblement été moins forte qu'auparavant.

Il nous faut signaler que pendant la campagne de Mandchourie, il a été fait un emploi fréquent de grenades lancées à la main ou à l'aide d'un canon spécial. Ces projectiles, dont l'emploi avait été depuis longtemps abandonné, sont considérés aujourd'hui comme assez sérieux. Ils ont fréquemment amené la mort immédiate ou rapide sur le terrain ; dans les autres cas leurs éclats minces et tranchants produisent des blessures irrégulières ayant quelque analogie avec celles causées par les armes tranchantes.

M. Nagao-Ariga écrit à leur sujet : « On tend en droit international à limiter l'usage de la mélinite, de la dynamite et des autres explosifs de ce genre à la seule destruction des ouvrages tels que les murs de béton, portes barrières, ponts et à en interdire au contraire complètement l'emploi pour tuer les individus. »

Dans la note du comte Mouravieff, on rencontrait no-

tamment la proposition d'interdire ce genre d'explosifs en campagne. La dernière guerre a démontré combien il était difficile de défendre les explosifs de cette nature en campagne non pour renverser les ouvrages mais même pour tuer les hommes (ouvrages précités).

Les projectiles de l'artillerie de siège proprement dits qui jouent également le rôle de véhicules d'une certaine quantité d'explosifs ne pourraient davantage être condamnés pour le fait qu'ils agissent indirectement contre le personnel.

Pourtant leurs effets sur les hommes sont terrifiants, ils sont de trois sortes :

1° Effets produits par les éclats du projectile.

Ces éclats se comportent comme autant de couteaux d'acier à double tranchant. Ces tranchants sont hérissés d'aspérités et de pointes qui donnent aux blessures causées par de tels éclats un caractère particulier de gravité.

2° Effets du souffle produits par les jets gazeux déterminés par les explosions ; les tissus sont broyés, réduits en un hachis informe dont une partie est rejetée au loin. Les plaies sont peu douloureuses, mais difficiles à aseptiser par le fait que tout ce qui se trouve dans un endroit où se produit une explosion devient un projectile et que chacun de ces projectiles emporte avec lui de nombreux germes d'infection.

3° Effets toxiques dus à la déflagration des explosifs.

Le docteur Küttner a noté des cas de morts sans blessure apparente.

Chez ceux qui survivent on note des troubles gastriques et céphaliques qui peuvent être très graves et même prolongés. La paralysie peut être consécutive.

Des effets toxiques assez sérieux peuvent également être reprochés aux obus chimosés dont on fit usage pendant la guerre russo-japonaise.

« Ces obus éclatent au contact du sol avec un bruit formidable, creusant une petite excavation et dégageant un épais nuage de fumée brune. »

« A moins que l'explosion ne s'effectue à très courte distance, ils font peu de mal au point de vue traumatismes, car ils se brisent en une infinité de fragments microscopiques qui n'ont qu'une très légère force de pénétration.

« Les gaz délétères plongent ceux qui les respirent dans un état de faiblesse extrême avec nausées violentes et sentiment d'asphyxie. Certains se remettent assez vite mais on voit persister chez d'autres les troubles nerveux en question. » (*Malades et blessés de la guerre russo-japonaise*, par Havard, médecin inspecteur général adjoint, Etats-Unis.)

Le but de la guerre s'accommoderait mal d'une restriction apportée à l'emploi de ces obus qui serait inspirée de l'idée que de tels projectiles entrent dans l'interdiction séculaire du poison qui se trouve reproduite dans la deuxième déclaration de la Haye, dont nous allons parler plus loin.

Leur seul but n'est pas de répandre des gaz asphyxiants et délétères et d'ailleurs les troubles nerveux

que nous avons signalés ne sont pas, selon nous, assez graves pour qu'on puisse même considérer ces engins comme trop cruels, à plus forte raison cruels, d'une cruauté inutile. Il serait peut-être intéressant que des comités techniques cherchent le moyen de remédier à ces inconvénients sans nuire à la valeur de l'arme. Mais est-ce possible ?

DEUXIÈME DÉCLARATION DE LA HAYE 1899.

L'interdiction des projectiles ayant pour seul but de répandre des gaz asphyxiant ou délétères, qui fait l'objet de la deuxième déclaration de 1899 et dont on n'a pas reparlé en 1907, reste encore en vigueur ; mais sa portée même à l'heure actuelle est nulle, de tels projectiles que ceux visés, n'existant pas encore.

Il a pourtant été question, ces dernières années, d'un projectile, destiné à paralyser l'activité des hommes qui tomberaient dans une espèce de léthargie.

Nous ne savons encore quelle créance il faut attacher à ce bruit.

Une semblable invention entrerait dans le domaine pratique qu'il est peu probable qu'on puisse lui appliquer strictement les termes asphyxiants et délétères, et la déclaration de la Haye, si elle existe encore, sera facilement tournée.

Les raisons que le capitaine Mahan mit en avant pour repousser la proposition :

1° Que l'accusation de barbares a toujours été portée

à l'origine contre des armes nouvelles : arbalètes, armes à feu torpilles, qui ont fini par être adoptées ; 2° qu'une nation pacifique qui pourra se trouver soudain forcée à la guerre, ne peut d'avance se priver de moyens utiles. » nous semblent absolument concluants contre le principe même de l'interdiction.

Quand bien même le projectile aurait pour effet instantané de tuer ou de mettre hors combat des milliers d'hommes, nous croyons avec M. Pillet que nous citons immédiatement après ces lignes, que l'usage n'en saurait pour cette unique raison, être interdit.

« La tendance de l'art militaire actuel est de se servir précisément des moyens les plus puissants qui, en mettant à la fois un grand nombre d'hommes hors de combat, ont l'avantage de précipiter la solution.

« Le combat d'aujourd'hui n'ayant rien de la lutte corps à corps d'autrefois, il est certain que l'emploi d'un projectile capable de détruire d'un seul coup une armée à corps d'autrefois, il est certain que l'emploi d'un projectile capable de détruire d'un seul coup une armée entière, serait légitime au regard des principes actuels du droit de la guerre. » (Pillet. *Lois de la guerre*, p. 86.)

M. Mérignac s'appuie sur de semblables considérations pour s'étonner que l'on ait interdit les projectiles dont il s'agit alors qu'on autorise celui d'autres engins dont les effets paraissent plus terribles.

« Et si pour justifier l'usage des obus à pétrole ou des poudres à base d'acide picrique, telles que la lyddite on a pu alleguer que ces explosifs servent à mettre hors

combat le plus grand nombre d'ennemis possible, » on ne voit pas pourquoi cette justification serait repoussée quand il s'agit de projectiles à gaz asphyxiants ou délétères. » (Ouv. précité.)

Ce moyen de combattre serait-il d'une cruauté inutile ? Le délégué du Siam fait remarquer que la mort par l'asphyxie est la plus douce.

Quel sera la nature des gaz délétères répandus par le projectile ? Il est prématuré de tirer une conclusion pour ou contre une telle arme avant même qu'elle soit inventée et le sera peut-être même avant qu'elle ait été expérimentée dans une guerre.

Il n'est pas douteux que le pays qui aura à sa portée une pareille arme, fera bon marché de l'interdiction consentie par lui à la Haye.

Peut-être même n'aura-t-il pas été partie signataire de la déclaration.

Quelle supériorité, il aurait sur les autres qui auraient négligé de travailler dans la même voie que lui ?

L'Angleterre et les Etats-Unis refusèrent de signer la déclaration en 1899. Les Etats-Unis persistèrent dans leur attitude en 1907, l'Angleterre donna alors son adhésion par l'organe de son délégué, Sir J. Frye.

3^e PARTIE

La guerre sur mer.

CHAPITRE PREMIER

PROPOSITIONS D'INTERDICTION RELATIVES AUX NAVIRES SOUS-MARINS ET AUX NAVIRES A ÉPERON.

(1^{re} Conférence de la Haye.)

La tactique de la guerre maritime a été bouleversée vers le milieu du siècle dernier par l'application de la cuirasse à la construction navale.

La lutte du *Merrimac*, frégate de hautbord, transformée en cuirassé et du *Monitor*, petit cuirassé presque plat, a été décisive pour opérer une semblable révolution.

En même temps qu'apparaissent les cuirassés, on s'applique à construire des canons de marine plus puissants. La lutte commence entre l'artillerie et la cuirasse et elle dure encore.

Nous n'entrons pas, sur la construction de ces cuiras-

sés et des canons de marine, dans des détails techniques. La tentative de réglementation qui a trait aux fusils et canons de marine, dont nous avons cru devoir tracer plus loin les grandes lignes, touche surtout à la question du désarmement, en vue duquel le principe de la réunion de la 1^{re} conférence de la Haye avait d'abord été posé (1^{re} circulaire).

Nous avons vu dans notre exposé historique, que la torpille, dès son apparition avait soulevé un mouvement de reprobation de la part de l'opinion publique, mouvement qui se traduisit par des propositions d'interdiction sur lesquelles il est inutile d'insister. Les torpilles ne tardèrent pas à entrer dans la pratique courante. Lors de la guerre Russo-Turque 1877, elles furent employées avec succès par les Russes qui coulèrent ainsi un cuirassé, 2 vapeurs et endommagèrent 3 autres cuirassés.

Elles eurent le même succès lors de notre campagne du Tonkin.

Les torpilles lancées au moyen de tubes et même les torpilles automobiles ont cet inconvénient que leur probabilité d'atteindre le but dépend des courants maritimes. D'autre part, avec les torpilles portées, celui qui donne le coup, court lui-même un certain risque.

Pour remédier à ces inconvénients, on chercha à réaliser des torpilleurs qui puissent se maintenir sous l'eau et qui seraient de dimensions très petites. C'est le principe qui conduisit à la construction des submersibles dits sous-marins.

Nous avons dit quelle nouvelle révolution on attendait dans la tactique navale de l'emploi généralisé d'une telle arme, de quel espoir vite déçu certains pacifistes saluèrent son apparition.

La France, la première, mit en chantier une petite escadre de sous-marins. De récents débats à la Chambre ont montré quelle avait été sa faute en consacrant à leur construction des millions qui auraient mieux été employés à l'armement de Dreadnought.

L'expérience navale de la guerre Russo-Japonaise a déterminé les grandes puissances à suivre l'exemple de l'Angleterre dans la construction de cuirassés formidables.

On a expérimenté dernièrement des torpilles radio-automatiques qui marchent à la vitesse des Dreadnoughts et qui obéissent à la direction d'un pilote, situé à plusieurs kilomètres avec une précision telle qu'il y aurait peu de chances qu'elles manquent le but visé. Faut-il attendre de ces torpilles automatiques des services tels que ceux qu'on attendait d'abord des sous-marins ? L'avenir en décidera.

Quelques mots seulement sur les navires à éperon, qui, nous le verrons plus loin, ont été l'objet d'une tentative d'interdiction devant la 2^e sous-commission.

L'usage en remonte à l'époque des galères : il resta longtemps en désuétude.

Ce n'est qu'après la guerre de Sécession où le Merri-mac coula à fond, la frégate en bois Cumberland d'un coup d'éperon, que l'on en comprit l'importance.

Aujourd'hui depuis l'invention des torpilles Withead, le danger auquel seraient exposés deux adversaires est plus grand encore.

Les navires qui auront mal calculé leur élan, risqueront d'être choqués par une torpille.

Pendant longtemps l'éperon fut très prisé ; on conseilla même la construction de navires insubmersibles munis d'un éperon et sans aucun armement d'artillerie.

Avant que la torpille automobile ne fut devenue une arme de guerre aussi parfaite et avant qu'on eut inventé les lourds canons à chargement par la culasse et les canons légers à tir rapide, on avait expérimenté l'éperon (1).

Mais on ne tarda pas à condamner son emploi en raison du danger qu'il présentait pour les deux adversaires et du risque que courait le navire d'être coulé par une torpille s'il venait à manquer son coup.

La 2^e sous-commission dont les travaux eurent pour principal objet dans un but d'économie, l'interdiction de nouveaux engins de marine, s'occupa en premier lieu des canons. Le capitaine Scheine, délégué russe proposa l'interdiction absolue d'un type nouveau. C'était empêcher les petits Etats de compenser leur faiblesse numérique par la perfection de leur matériel et en même temps mettre les peuples civilisés en état d'infériorité, vis-à-vis de ceux qui le seraient moins.

Le capitaine Scheene voulut préciser alors sa propo-

(1) Les renseignements que nous donnons sur les navires à éperon sont tirés de Jean de Bloch « L'évolution de la guerre et de la paix ».

sition en fixant une limite au diamètre du calibre (43 centimètres pour les canons à tir non rapide et 20 cm. pour ceux à tir rapide) ainsi qu'à la vitesse initiale des poudres et à la longueur des pièces ; enfin il proposa qu'il fut interdit de lancer des projectiles par des procédés autres que ceux en usage, et de ne pas utiliser la force de recul pour recharger les armes.

L'amiral Pephau, pour faciliter l'entente, avait proposé de limiter à 5 ans tout engagement, de ne pas adopter de type nouveau ; les efforts furent vains. L'interdiction d'une transformation radicale du canon de marine fut repoussée, ainsi que celle de ne pas augmenter les meilleurs calibres en usage qui entraînait la nécessité de ne pas modifier non plus l'épaisseur des cuirassés.

Une nouvelle proposition de Scheene, où il précisait encore les limitations et où il fixait même le maximum de l'épaisseur des cuirassés à 355 mm., n'aboutit pas plus que les précédentes, et on résolut comme pour les fusils des armées de terre, qu'on laisserait à chaque gouvernement le soin de réunir des comités techniques où les questions si véritablement complexes seraient mises à l'étude.

Le troisième vœu de la Conférence et qui est l'aboutissant de ces longues et stériles discussions est ainsi conçu :

« La Conférence émet le vœu, que les questions relatives aux fusils et aux canons de marine, telles quelles ont été examinées par elle, soient mises à l'étude par les gouvernements en vue d'arriver à une entente concer-

nant la mise en usage de nouveaux types et calibres. »

Sous-marin. — Une question nouvelle se posait devant la Conférence, celle des sous-marins. La France qui en avait mis en chantier plusieurs modèles et qui, avec le « Gustave Zédé », venait de faire des essais concluants ne pouvait admettre une interdiction qui l'aurait ainsi fait renoncer aux avantages qu'elle pouvait attendre d'une pareille arme.

Les Etats-Unis, ainsi que les petites puissances, ne rangeant à l'opinion de la France, en raison de l'intérêt que le sous-marin « arme du faible » pouvait présenter pour la défense des côtes, firent opposition à la proposition d'interdiction pour laquelle les autres puissances réclamaient l'unanimité. Au moment du vote, il n'y eut que 5 états (la Belgique, la Grèce, la Perse, le Siam et la Bulgarie), qui votèrent l'interdiction sans réserve. L'Angleterre et l'Allemagne, suivies par l'Autriche-Hongrie, l'Italie, le Japon et la Roumanie votèrent pour l'interdiction sous réserve de l'unanimité. Huit états parmi lesquels ; les Etats-Unis et la France votèrent contre ; la Russie, la Serbie et la Suisse s'abstinrent.

L'interdiction formelle de construction des navires de guerre à éperon ne rallia pas d'avantage l'unanimité qui avait été demandée par l'Angleterre et les Etats-Unis à raison de l'opposition que firent particulièrement, la Suède, la Norvège, le Danemark dont le grand développement de côtes exige le plus grand nombre de moyens de protection.

CHAPITRE II

LES MINES SOUS-MARINES ET LA CONVENTION RÉGLEMENTANT LEUR EMPLOI.

Nous avons étudié jusqu'ici les interdictions de moyens de nuire nouveaux qui n'ont de portée qu'entre les belligérants.

La tentative de réglementation de la pose des mines sous-marines qui occupera les travaux de la 3^e commission à la II^e Conférence de la Paix, sera inspirée du principe de la nécessité d'éviter, en temps de guerre comme en temps de paix, les dommages causés aux neutres par l'emploi d'engins de guerre, dont on ne conteste pas la légitimité aux belligérants.

Les mines sous-marines sont une des principales armes dont on s'est servi dans la guerre moderne. Ce n'est pas à dire que l'invention soit récente.

L'idée de se servir de mines dans la guerre navale est ancienne. Déjà en 1585, pendant le siège d'Anvers, Frédéric Gionibelli détruisit un pont sur l'Escaut à l'aide de pontons, porteurs d'une forte charge de poudre et munis d'un mouvement d'horlogerie assurant la mise de feu, laissés à la dérive sur le fleuve.

Au commencement de ce siècle, des expériences furent faites, notamment par Fulton, par le capitaine Warner et le colonel Colt ; des résultats satisfaisants furent alors obtenus. Pendant la guerre de Crimée et pendant la guerre de Sécession, il est fait un grand usage de mines. Les confédérés, notamment, réussissent un certain nombre de coups heureux. En 1877, la canonnière turque Suna est coulée par une torpille vigilante. Mais c'est surtout pendant la guerre russo-japonaise que les mines firent parler d'elles et occasionnèrent de grosses pertes.

Les premières torpilles dormantes étaient de lourdes calottes sphériques chargées de 500 à 1.500 kilogrammes de poudre noire et pesant jusqu'à 6.000 kilogrammes. Disposés en quinconce, ou selon un dispositif en Y, ces engins étaient mouillés à l'entrée des passes. La mise de feu était assurée par une batterie électrique placée à terre. Des observateurs suivaient attentivement avec des lunettes le navire ennemi. Au moment où celui-ci passait au-dessus de l'emplacement repéré de la torpille, on la faisait exploser en fermant le circuit.

Des progrès ne tardèrent pas à se réaliser. Les lourdes calottes devinrent des engins en tôle, plus maniables et chargés de 5 à 600 kilos de coton poudre. Un flotteur, mouillé au-dessus de la mine, permet une mise à feu automatique. C'est une cuvette métallique reliée à l'un des pôles de la pile, tandis qu'une plaque conductrice reliée à l'autre pôle se trouve à peu de distance au-dessus de la cuvette, sans la toucher. Une bille est libre dans la cuvette. Sous l'influence d'un choc, la bille

roule jusqu'au bord de la cuvette et, en touchant la plaque conductrice, établit le contact et ferme le circuit. Il n'est donc plus besoin d'observateurs attentifs ; le navire lui-même en heurtant le flotteur provoque l'explosion. Cependant si la pile est à terre, on sera toujours maître de ne pas faire passer le courant et, par suite, de rendre l'appareil inoffensif. Les neutres ne courent donc toujours pas grand danger. Les marins ne s'en tinrent pas là. Avec les mines électro-automatiques, la charge de fulmicoton se trouve dans le flotteur lui-même, à la disposition de mise de feu restant d'ailleurs analogue à celle que nous venons de décrire. La mine est maintenue entre deux eaux au moyen d'un crapaud. Si la pile se trouve dans ce crapaud, au lieu de rester à terre, la mine, une fois mouillée est toujours dangereuse. (1).

Il en est de même des mines électro-mécaniques et automatiques-mécaniques dont il a été fait usage pendant la guerre russo-japonaise.

L'expérience a montré que les mines amarrées pouvaient quelque fois rompre leurs amarres ; on peut les assimiler alors aux mines flottantes.

On voit quel danger fera courir à la navigation un pareil engin allant à la dérive et capable de couler un navire très loin de l'endroit où il a été placé.

(1) Les renseignements techniques sont tirés de l'ouvrage de M. Noalhat. Les torpilles et les mines sous-marines et aussi dans ses articles dans la *Nature* des 14 et 28 mai 1905 et reproduits dans « Les Lois de la guerre et les deux conférences de la Haye », de M. Boudin, p. 217.

Ce danger dure quelque fois longtemps après la guerre où les mines ont été employées.

En juin 1906 le transport japonais « Toyotomie Maru » coule dans la mer de Corée et 50 hommes périssent.

Nombreux sont les accidents de ce genre et M. G. Streit, rappelle dans les débuts de son rapport à la 3^e commission que le gouvernement chinois malgré toutes les précautions qu'il a dû prendre « pour repêcher et détruire les mines flottantes qui encombrant, non seulement la mer libre, mais aussi ses eaux territoriales » a eu à souffrir de la disparition de nombreux navires et estime à 5 à 600 le nombre de ses nationaux qui ont trouvé la mort par suite de ces engins dangereux.

Si les mines japonaises et russes placées dans des parages relativement peu fréquentés ont pu occasionner de tels désastres, qu'adviendrait-il dans les mers sillonnées en tous sens par les navires et surtout dans les mers peu profondes, Baltique, Mer du Nord, Manche, Méditerranée, Dardanelles où il est facile de les immerger ?

L'opinion publique ne pouvait pas ne pas s'inquiéter du danger que constituerait pour la navigation pacifique la généralisation de l'emploi des mines.

L'Angleterre, la première, avait à se préoccuper de cette menace d'autant que, dans le présent même, elle avait à souffrir dans sa marine marchande du relèvement des primes d'assurance maritime, conséquence des dangers que faisait courir à la navigation la profusion des mines semées dans les mers d'Extrême-Orient, et

surtout que, dans une guerre où elle serait un des adversaires en présence, l'emploi illimité des mines sous-marines serait un danger sérieux pour sa flotte.

La solution qui se présenta à l'esprit de ses hommes d'état était d'obtenir de la Conférence qui devait s'occuper de la question, une limitation si rigoureuse qu'elle équivalût à une interdiction.

Cette interdiction avantageuse pour l'Angleterre et pour les pays qui sont désireux de maintenir à toute heure l'accès prompt et sûr de leurs ports ou qui ont, soit une forte flotte soit beaucoup de sous-marins, ne pouvait être acceptée par les pays qui, par leur infériorité au point de vue maritime, sont obligés de se réserver l'emploi de tous les moyens de guerre qui sont à leur portée.

Or, il est universellement reconnu que les mines sous-marines sont comparativement les moyens de défense les moins dispendieux pour les états ayant une ligne de côtes très étendue ou qui ne possèdent qu'une faible flotte ou qui subissent ces deux désavantages.

Elles n'ont pas une moindre valeur au point de vue offensif.

Placées à l'entrée d'un port ennemi, elles peuvent créer pour les bâtiments qui s'y trouvent une impossibilité de sortir, qui aura souvent de graves conséquences. Il ne pouvait donc être question, en présence de tous les intérêts en opposition, d'une entente internationale en vue d'interdire l'emploi des mines sous-marines : mais tout au moins, le devoir des gouvernants était-il de

chercher une limitation pratique qui tint également compte des nécessités impérieuses de la guerre maritime et des intérêts de la navigation pacifique.

Dès le mois de décembre 1909, ainsi que le déclare le comte Tornielli, délégué italien, la question de la réglementation des mines sous-marines était posée au Parlement Italien. Elle provoquait de la part du ministre des affaires étrangères, la déclaration formelle que l'Italie était prête à discuter et à résoudre ce problème dans la prochaine conférence de la Haye.

L'Institut de droit international s'occupa de la matière dans sa session de Gand ; il n'aboutit qu'à une rédaction provisoire : il en fut de même à la session de l'International Law Association.

La question allait être reprise à la seconde conférence de la Haye, mais les intérêts en présence et qui transparaîtront dans les différentes phases de la discussion, étaient d'une opposition si irréductible, quelle avait peu de chance d'obtenir une solution pratique.

Nous avons déjà montré, l'intérêt que l'Angleterre avait à restreindre l'emploi des mines, intérêt qui touchait aussi bien à la supériorité économique qu'à la suprématie maritime de ce pays.

L'Allemagne, qui ne perd jamais de vue que sa rivale la plus à redouter est l'Angleterre, verra dans l'emploi des mines sous-marines, le seul moyen de combattre victorieusement son adversaire. Elle pourra l'utiliser, soit pour empêcher le blocus par croisières « en tendant de longs cordons d'engins sous-marins » (G. de La Pradelle.

Revue des Deux Mondes, août 1908), soit pour protéger ses navires de la terrible attaque des Dreadnoughts anglais, en semant derrière eux des mines flottantes. Il faudra donc qu'elle garde sa liberté d'action aussi complète que possible et qu'elle ne se lie pas les mains par une convention. Ce sera l'attitude de l'Allemagne représentée par un des plus fins diplomates du monde entier, le baron Marshall, qui empêchera le projet de réglementation discuté à la troisième commission de la Conférence d'aboutir d'une façon vraiment pratique et utile.

*
* *

Les grands traits de l'œuvre à laquelle la Commission devait apporter ses travaux laborieux, ont été admirablement tracés par M. G. Streit, délégué de la Grèce, dans son rapport à la Commission.

« 1° Il y a une distinction fondamentale à faire entre les mines automatiques de contact amarrées et les mines non amarrées.

Ces dernières peuvent être employées partout ; mais elles doivent être construites de façon à devenir inoffensives dans un laps de temps extrêmement limité ; il doit en être de même des torpilles qui ont manqué leur but.

« 2° Quant aux mines amarrées une limitation est nécessaire dans l'espace, c'est-à-dire relativement aux lieux où il sera loisible de les placer.

« 3° Mais comme cette limitation ne peut pas être

absolue et comme dans tous les cas elle n'exclut pas la possibilité de placer des mines amarrées là où la navigation pacifique doit pouvoir compter sur une libre circulation, il faut ici encore avoir recours à une limitation du temps pendant lequel la mine est dangereuse, ce qui serait possible grâce aux inventions techniques modernes.

« 4° Les états qui emploieraient des mines amarrées reconnaissent l'obligation, non seulement de prendre toutes les mesures de précaution possibles, notamment en signalant les régions dangereuses mais aussi d'enlever à la fin de la guerre, les mines amarrées qui auraient été placées et en tout cas de pourvoir dans la mesure du possible, à ce que les mines employées deviennent inoffensives après un laps de temps limité afin qu'elles ne restent pas dangereuses à la fin de la guerre. »

Ces principes que M. Streit dit être unanimement acceptés, au moment où il fait son rapport à la Commission, avaient cependant fait l'objet de nombreuses discussions dans le comité d'examen qui avait été chargé de l'étude préliminaire de la question et dans lequel les délégués anglais et allemands, cherchèrent tout à tour à faire prédominer des vues diamétralement opposées.

L'accord ne put se faire facilement dans le sein de ce comité sur le premier point qu'il s'agissait, d'examiner : savoir si c'était le principe d'une interdiction ou celui d'une réglementation des mines non amarrées qu'il convenait d'adopter.

Le projet britannique qui fut la base des travaux de la

sous-commission, visait à prohiber l'emploi des mines « non mouillées », c'est-à-dire non amarrées.

Quand la proposition anglaise vint en discussion, le 4 juillet, devant la sous-commission, elle fut vivement combattue par les délégués italiens et japonais qui déclarèrent que la liberté du commerce neutre ne pouvait réclamer une mesure aussi radicale : tout ce qu'on pouvait exiger, c'était que les mines employées soient construites de façon à couler au bout d'un temps limité.

Le capitaine Ottley, délégué britannique, se rangea à cet avis, pour le cas où une défense absolue serait inacceptable et à condition que le laps de temps après lequel les engins devraient devenir inoffensifs, serait très court.

En vain, le général Porter, délégué américain, chercha à soutenir la proposition originaire britannique en rappelant : qu'une étude faite par un comité d'officiers et de jurisconsultes des Etats-Unis, avait abouti à la prohibition de ces engins, pour la raison que, bien que leur usage fut tenu comme légitime par les belligérants, le dommage causé aux neutres pourrait être effrayant, étant donné l'incertitude où l'on était, sur les moyens de limiter la durée de leur action. Parfois un fragment d'herbe pourra suffire pour boucher le trou destiné à faire couler ces mines flottantes, dit-il en substance et « si une seule mine sur cent demeure à flot plus longtemps qu'elle ne devrait, la menace est trop sérieuse pour être justifiée par un avantage douteux pour la défense. »

On écarta le principe de l'interdiction ; restait à déterminer la durée du temps au bout duquel les mines allant à la dérive, devaient cesser d'être nocives.

La limite d'une heure que proposa le capitaine Castiglia (Italie) souleva une objection sérieuse du délégué allemand.

« Si une force navale, dit le contre-amiral Siegel, se voit poursuivie et veut lancer des mines non amarrées pour empêcher son adversaire de l'atteindre, une limite déterminée, avant tout la limite d'une heure, rendrait l'emploi de cette arme très souvent inefficace et, étant donné que celui qui poursuit sera en mesure, soit par des éclaireurs, soit par d'autres moyens, de connaître que son adversaire a jeté des mines, ce dernier trouverait donc des moyens pour éviter tout danger, soit en faisant un petit détour, soit en attendant une heure, avant de passer sur le lieu dangereux, après quoi il sera en toute sécurité.

Un autre cas se présente si un ennemi bloque l'ouverture d'un fleuve. Si le défenseur veut employer des mines flottantes contre son ennemi en les envoyant en aval le temps de leur efficacité, doit être en rapport avec la longueur du chemin à parcourir et ne peut être fixé d'avance ». Il conclut que l'on doit se contenter d'exiger des mines non amarrées qu'elles deviennent inoffensives au bout « d'un temps limité de façon à n'offrir aucun danger aux navires neutres ». (Rapport de G. Streit.)

La formule du délégué allemand nous semble fort juste; une restriction aussi précise que celle d'une heure

est absolument incompatible avec les droits de belligérants.

Elle ne recueillit cependant pas l'approbation du comité ; le baron Marshall résolu à enterrer la proposition de Castiglia, qui était appuyée par l'Angleterre, déposa une proposition de surenchère, destinée à ses yeux à un échec certain, mais qui empêcherait la première de fixer plus longtemps l'attention.

Après avoir constaté que l'Allemagne s'était vue dans l'obligation de s'opposer à une grande partie des dispositions visant à restreindre l'emploi des mines, il ajoute :

« Toutefois pour donner la preuve sérieuse que la délégation allemande contribuera volontiers à toutes les mesures acceptables qui peuvent rassurer l'opinion publique, elle se déclare prête à interdire pour cinq ans l'emploi des mines non amarrées.

Cette proposition reçut l'accueil auquel son auteur s'attendait ; elle fut repoussée par le comité qui n'admit pas davantage celle de M. de Hammarskjöld fixant à deux heures le temps au bout duquel les mines non amarrées doivent devenir inoffensives.

L'alinéa 1 de l'article du projet soumis au comité fut définitivement arrêté comme suit :

« Article premier. — Il est interdit : 1° de placer des mines automatiques de contact non amarrées qui ne deviennent pas inoffensives une heure après que celui qui les a placées en aura perdu le contrôle. »

Soumis au vote de la Commission, il recueillit 18 oui

contre 8 non et 9 abstentions à la huitième séance plénière.

Une interdiction aussi limitative dans la durée, outre qu'elle se heurte à une impossibilité technique momentanée, de réaliser un type de mine non amarrée, susceptible de couler au bout d'un laps de temps si court qu'une heure, a, en outre, l'inconvénient d'écarter les trois quarts du temps la possibilité d'une sanction, puis qu'on ne pourrait sans doute pas déterminer si la mine flottante, cause d'une catastrophe, a été lancée depuis plus d'une heure.

*
* *

Une limitation dans l'espace aussi bien que dans le temps, qui s'imposait par la nature même des mines sous-marines amarrées, allait se heurter à des questions d'une grande complexité, en raison des conditions mêmes des luttes au cours desquelles elles pourraient être employées : selon que le combat naval se livrera en pleine mer dans les eaux territoriales des belligérants, selon que l'on se placera dans le cas de l'offensive ou dans celui de la défensive.

Dès le début de la discussion devant la sous-commission, l'opposition de vues irréductible entre les délégations britannique et allemande allait se faire jour.

Les Anglais entendaient exclure toute pose de mines amarrées en pleine mer, tandis que les Allemands étaient d'avis qu'on ne saurait interdire la pose de pa-

reilles mines par les belligérants sur le théâtre de la guerre y compris la haute mer.

Et il fut expliqué que sous la dénomination de théâtre de la guerre on devait comprendre : « L'espace de mer sur lequel se fait ou vient de se faire une opération de guerre ou sur lequel pareille opération pourra avoir lieu par suite de la présence ou de l'approche des forces navales des deux belligérants. »

Le capitaine Ottley fit remarquer que la haute mer serait infestée d'une manière incompatible avec les droits des neutres par des mines qui échappent à un contrôle efficace du belligérant. Ce dernier en effet pourra se trouver obligé par les conditions de la lutte à quitter le lieu même du combat, sans avoir pu enlever ces mines ou même les repérer.

De l'autre côté l'amiral Siegel (All.) fit ressortir « l'impossibilité de limiter l'action des belligérants en leur attribuant une zone absolument circonscrite dans laquelle la pose des mines sera permise. Au cours des hostilités pareille limite ne pourra être scrupuleusement gardée ; dès lors mieux vaut ne pas décréter des dispositions qui, dans la pratique, ne seraient pas applicables. »

L'Allemagne réussit à faire admettre le droit des belligérants de placer des mines dans « la sphère de leur activité immédiate » (art. 5 du projet).

La portée pratique de cette concession faite à l'Allemagne, était très diminuée par le vote de la proposition

de l'amiral Roël (Hollande), dont on fit l'alinéa 2 de l'article 5 du projet.

« Les mines employées en dehors des limites fixées par les art. 2 à 4 doivent être construites de façon qu'elles soient rendues inoffensives dans un délai maximum de deux heures, après que celui qui en aura fait usage les aura abandonnées. »

M. G. de la Pradelle dans un article consacré à la guerre maritime (paru dans la Revue des Deux Mondes, août 1908), estime que l'attitude de l'Angleterre est sincèrement libérale et blâme l'Allemagne de sa prétention d'amarrer les mines en haute mer « dans la zone indécise sans cesse changeante que ses jurisconsultes appellent d'une manière assez vague « la sphère immédiate du combat ». Thèse antijuridique ; la haute mer « faite pour la navigation pacifique est à tous, avant « d'être à quelques-uns.

« La mer qui échappe à toute souveraineté, ne peut « être que le théâtre momentané d'une activité passagère, non d'un acte aux effets prolongés. Surtout thèse « très inhumaine ; dans les eaux territoriales il est relativement aisé de rechercher et de relever les mines ; en « haute mer il est difficile de repérer celles que dans l'ardeur de la lutte, ou la précipitation de la fuite, on abandonne et dont le secret connu du navire qui les pose, « peut, dans le combat, périr avec lui. »

M. de La Pradelle admet ainsi sans restriction les raisons que le délégué anglais avait mises en avant. Ne pourrait-on pas faire un peu plus la part des nécessités

inflexibles de la guerre avec lequel le principe du libre usage de la mer est en contradiction.

M. Streit était d'avis qu'un compromis entre les deux thèses extrêmes devait s'imposer et faisait remarquer que « l'Institut de droit international avait voulu prohiber la pose des mines en pleine mer tout en permettant aux belligérants de placer des mines dans leurs eaux, ainsi que dans celles de leurs adversaires et en laissant la faculté aux neutres, de se servir des mines dans leurs propres eaux, pour empêcher la violation de la neutralité. » C'est en s'inspirant des résolutions de l'Institut de droit international que l'Angleterre avait été amenée à faire dans sa proposition originaire une distinction entre la pleine mer et les eaux territoriales.

Mais le terme « eaux territoriales » pouvait prêter matière à des interprétations fort différentes; aussi après une discussion approfondie, le comité décida-t-il de fixer une distance de la côte, en dehors de laquelle l'usage des mines amarrées, ne serait permis que sous des conditions limitatives.

La délégation britannique n'ayant rien objecté contre pareille détermination, et ayant même suggéré la distance de 3 milles, on laissa au comité le soin de trouver une formule dans ce sens, qui, en même temps, tiendrait compte des limites nécessitées par les sinuosités des côtes des îles et des îlots appartenant aux états. Cette formule devait être fort difficile à préciser.

La limite dans laquelle la pose des mines serait autorisée et sur laquelle la discussion fut ouverte, était de

trois milles, comptés le long des côtes ainsi que les îles et îlots qui en dépendent et de dix mille devant les ports de guerre.

De suite l'amiral Sperry (E. V.) s'éleva contre le principe d'une pareille limitation, incompatible avec le droit de la défense. L'Amérique possède aux Philippines des ports et des îles abrités par des barrières de récifs, ne permettant l'entrée que par quelques passages ; mais si ces passages sont à dix milles, ils le sont souvent à cent mille et même plus de la terre ferme.

Avec la limitation proposée, il lui faudrait renoncer à se servir des mines qui, à elles seules, seraient suffisantes pour obstruer ces passages.

La situation est la même en Australie, couverte sur une distance énorme « par le grand banc de récifs situés à distance de 20 à 150 milles du rivage. En dedans de ces récifs où il n'y a que de loin en loin des passages, il existe un labyrinthe de récifs moindres d'îlots mais à une certaine distance, les gros vaisseaux peuvent naviguer en sûreté, sous la charge d'un pilote.

Il n'est pas nécessaire pour un navire n'allant pas à un port australien de passer dans les eaux intérieures. » Il conclut donc que la défense de ces passes ne nuira pas plus aux neutres que la pose des mines dans les eaux territoriales.

Des luttes navales peuvent fort bien se dérouler dans de tels parages ; il y aurait toute chance, pour que la règle proposée par le comité, ne fut pas respectée si elle avait été insérée dans la Convention. Mais bien qu'au

sein du comité d'examen l'opinion de Sperry, n'ait pas été admise et que l'on ait maintenu la limite de trois milles dans le projet, pareille limitation vraiment trop restrictive ne pouvait être acceptée par la Conférence.

Il en devait être de même de l'interdiction de placer des mines amarrées, dans un rayon de dix milles des ports de guerre.

Le comité eut cependant fort à faire pour préciser ce que l'on entendait par ports de guerre.

Le délégué italien comte Tornielli, faisait remarquer que la Conférence ayant décidé que les arsenaux militaires, les établissements de construction navale ou de radoub étaient sujet à bombardement, il était naturel de considérer comme ports de guerre ceux où se trouvaient ces établissements et d'autoriser la pose des mines non amarrées à une distance suffisante.

Vis-à-vis de ces arguments le capitaine Ottley insista sur la nécessité qu'il y avait à ne pas étendre à un tel point la zone de dix milles.

« Il serait alors loisible pour un belligérant de semer des mines à profusion en mer libre jusqu'à une distance de dix milles autour d'un grand nombre de ports de caractère tout à fait commercial appartenant à l'ennemi sous prétexte que de tels ports possèdent des chantiers de constructions navales. (Extrait du rapport de G. Streit.)

Derrière cette chicane apparente de mots, il y avait la préoccupation pour l'Angleterre de faire la distinction entre l'usage des mines selon qu'elles étaient envi-

sagées comme moyen d'attaque ou comme moyen de défense.

Il ne peut y avoir aucune objection raisonnable, disait en substance le capitaine Ottley, à ce qu'on se serve de mines comme moyen de défense, puisque, par hypothèse, le défenseur sera dans le voisinage pour surveiller la zone dangereuse auprès de ses propres ports.

Mais, en ce qui concerne la pose illimitée des mines devant le port d'un ennemi on ne peut invoquer pareille considération. Cette opération constituera toujours un danger très grave, pour les vaisseaux neutres puis qu'un ennemi est dans l'impossibilité de surveiller effectivement ces mines.

Le Comité, pour donner satisfaction à tous, autorisa la pose des mines amarrées par une puissance dans la limite de dix mille en vue de défendre ses ports où il y aurait des arsenaux ou des établissements de construction navales ou de radoub.

Dans le cas de l'offensive, portée par le belligérant devant les ports même de l'adversaire, l'assaillant ne pourra poser de mines que devant les ports où il y aurait « des établissements de constructions navale ou de radoub appartenant à l'Etat. »

La zone de dix milles était insuffisante, étant donnés les progrès de l'artillerie.

Le comité avait comme on le voit proposé une limitation très étroite : en dehors des ports de guerre pour lesquels la limite est de dix milles, la pose des mines amarrées le long des côtes, ne peut se faire que dans un

rayon excessivement circonscrit, trois milles; et encore ne faut-il pas que ce soit « dans le seul but d'intercepter le commerce ».

Le principe de l'étroitesse de ces limitations fut fortement battu en brèche par la délégation allemande à laquelle on doit, en grande partie, d'avoir fait rayer les articles 3 à 5 du projet, du texte adopté par la Conférence.

« La délégation allemande, dit le contre-amiral Siegel, doit faire des réserves sur les articles dont les dispositions peuvent causer des malentendus. » Se plaçant dans l'hypothèse, où un Etat aurait à se défendre contre le blocus de son adversaire avec des forces navales insuffisantes et serait, par suite, obligé d'avoir recours aux mines, il déclare : que cet état, pour atteindre son but sera obligé de porter ses mines dans la proximité de l'ennemi, qui pourra être stationné à une distance de 20 milles et même plus, et fait par là ressortir l'entrave que l'article 3 apporterait au droit légitime de défense de l'état bloqué.

Et il ajoute avec justesse : « Il convient de faire remarquer que dans le cas qui vient d'être cité, on ne saura dire que les intérêts de la navigation pacifique soient en jeu, puisqu'entre une côte bloquée et la flotte bloquante, aucune navigation de commerce ne peut exister. »

De toutes les interdictions édictées par le comité, il ne resta que celle de placer des mines automatiques de contact devant les côtes et ports de l'adversaire « dans le

seul but d'intercepter la navigation de commerce » (article 2 de la Convention).

M. Bourgeois et le baron Marshall, firent remarquer les divergences d'interprétation auxquelles donnerait lieu une telle interdiction subordonnée à un élément purement intentionnel, que l'on pourra parfois méconnaître ou dissimuler en alléguant un but militaire ; la nécessité d'empêcher un navire de guerre d'entrer ou de sortir par exemple. Ils persistèrent dans leurs réserves à la séance plénière où cet article 2 fut voté.

La commission ne fit, par contre, aucune difficulté pour adopter l'alinéa 2 article 6 du projet, interdisant de placer des mines de contact amarrées qui ne deviennent pas inoffensives dès qu'elles ont manqué leur but. »

« Il n'y a pas de doute » avait dit le général Porter, que l'appareil mécanique permettant aux mines ayant rompu leur amarre, de devenir inoffensives, aussitôt qu'elles vont à la dérive, a été réalisé et il est certain que des mines déjà fabriquées peuvent être modifiées d'une façon satisfaisante.

La décision fut prise à l'unanimité.

Il en fut de même en ce qui concerne l'obligation pour les Etats qui emploieront des mines amarrées, non seulement de prendre toutes les mesures de précaution possibles, notamment en signalant les régions dangereuses, mais aussi d'enlever à la fin de la guerre les mines qui auraient été placées et en tous cas de pourvoir dans la mesure du possible à ce que les mines employées de-

viennent inoffensives après un temps limité. (art. 16 du projet, 3 de la Convention).

La délégation britannique avait insisté pour qu'on n'insérât pas ces mots « dans la mesure du possible », qui voulaient réserver le cas peu probable d'une difficulté de construction insurmontable. Le capitaine Ottley fit remarquer à cet égard qu'il était fort aisé de construire des mines qui au bout d'un certain temps deviendraient inoffensives et que « les lois de l'action électro-galvanique entre deux métaux dissemblables en immersion prêtaient un moyen facile et non coûteux de changer même les coques des mines existantes afin de satisfaire à l'art. 6 (3 du projet). »

On passa outre aux objections de la délégation britannique et les mots « dans la mesure du possible » furent conservés dans le texte de la Convention.

L'article 4 du projet traite du droit des neutres de placer des mines de contact devant leurs côtes.

La question avait surgi au sein du comité d'examen de savoir si le règlement à élaborer devait aussi contenir des dispositions relatives à la pose des mines par les neutres.

Sir Satow prétendit que la question n'était pas dans la liste de celles soumises à la Conférence dans la séance plénière du 19 juin et par suite que la 3^e commission n'était pas compétente ; ce fut aussi l'avis du président du comité d'examen.

Par contre, l'Amiral Roëll, Vanderheuvcl et le délégué brésilien Ruy Barbosa firent ressortir que si une

convention réglant la pose des mines par les belligérants omettait de s'occuper de la question des neutres, l'usage des mines resterait en ce qui les concerne « non pas interdit mais sans aucune règle » (Ruy Barbosa). Vander Henvel déclara que les neutres avaient eux-mêmes grand profit à retirer des dispositions qui préciseraient leurs droits et empêcheraient la naissance de discussions et de conflits.

Ce fut cette façon de voir, la seule logique à notre point de vue, qui prévalut et l'on décida que la convention concernerait les neutres aussi bien que les belligérants.

La disposition de l'art. 3 (du projet) imposant aux belligérants l'obligation de signaler les régions dangereuses (aussitôt que les exigences militaires le permettraient), par un avis à la navigation qui devra aussi être communiqué au gouvernement par la voie diplomatique, devait s'appliquer aux neutres, aussitôt que les mines seraient posées.

L'art. 5 de la convention consacre l'obligation pour les puissances contractantes de faire tout ce qui dépend d'elles pour enlever, chacune de leur côté, les mines qu'elles ont placées.

« L'idée que les belligérants eussent à enlever aussi les mines que chacun d'eux a placées devant les côtes de l'autre a été écartée en vue des dangers de conflits nouveaux qu'elle pourrait comporter. (Rapport de G. Streit.)

On se contenta de décider que « l'emplacement en sera

notifié à l'autre partie par la puissance qui les a posées et que chaque puissance devra procéder dans le plus bref délai à l'enlèvement des mines qui se trouvent dans ses eaux. « Il appartiendra aux Etats, dit M. Streit, de régler dans les conditions de la paix ou dans une stipulation ultérieure, comment se fera l'échange des mines que chacun des belligérants auraient repêchées dans ses eaux et qui appartiendraient à l'autre belligérant. » (Rapport à la Conférence.)

M. Streit classe parmi les dispositions transitoires : celles engageant à l'application dans le plus bref délai, des règles que nous venons d'énoncer et donnant en même temps les délais nécessaires pour la transformation du matériel existant. Ces dispositions n'ont été votées qu'après avoir donné lieu à de vives discussions.

Il était logique qu'un délai suffisant fût accordé, aux gouvernements pour mettre en usage les appareils des mines perfectionnés. Restait à déterminer ce délai ; pouvait-on adopter un délai fixe ? Ce délai semble difficile à déterminer quand on songe, que les difficultés de construction des différents perfectionnements prévus, ne peuvent être les mêmes pour les différents signataires de la Convention.

« Ce n'est qu'après avoir éprouvé, dit le capitaine Hans (Austro-Hongrois) à ces différents points de vue l'appareil à construire, ce qui selon toute probabilité, nécessitera une série de longues expériences que l'on pourra se mettre à la transformation du matériel des mines et indiquer alors approximativement l'époque à

laquelle cette opération pourra être terminée. »

Le capitaine Ottley au contraire est d'avis que l'appareil rendant les mines amarrées inoffensives, est facile à réaliser et nous l'avons vu à cet égard citer la façon pratique dont on pouvait utiliser l'action électro-galvanique des métaux.

Le délai de trois ans qui avait été proposé d'abord et qui avait l'inconvénient, comme le fit remarquer le délégué du Japon, de retarder d'autant, l'obligation d'observer les règles posées, fut écarté et l'on arriva à se ranger à l'avis du contre-amiral Hans qui avait fait remarquer que l'intérêt que les puissances avaient à transformer le plus tôt possible leur matériel « était une garantie suffisante pour que l'engagement fut fidèlement exécuté. »

On décida donc que « les puissances contractantes qui ne disposent pas encore de mines perfectionnées, telles qu'elles sont prévues dans la présente convention, et qui, par conséquent, ne sauraient actuellement se conformer aux règles établies dans les art. 1 à 3 s'engageaient à transformer aussitôt que possible leur matériel de mines afin qu'il réponde aux règles sus-mentionnées. »

L'article 7 (article 10 du projet du comité) fixe une durée de sept ans aux stipulations contenues dans le règlement.

Les puissances contractantes s'engagent à reprendre la question de l'emploi des mines six mois avant l'expiration du délai de sept ans, à moins qu'elle n'ait été re-

prise et résolue par la 3^e Conférence à une date antérieure, auquel cas la convention qui nous occupe cesserait d'avoir effet.

Il est fixé en outre un délai de six mois après la notification de la dénonciation par un des signataire pour que la Convention cesse d'avoir effet à l'égard de ce dernier.

*
* *

Avant d'apprécier l'œuvre de la conférence que nous avons tracée dans ses grandes lignes, nous croyons devoir signaler quelques propositions qui ont attiré l'attention de la Commission et ont donné lieu à des discussions intéressantes, sans toute fois avoir laissé de traces dans la Convention élaborée.

1^o La proposition de la Hollande qui avait pour but d'interdire de « barrer des détroits qui unissent deux mers libres » se heurtait à une crainte toute légitime de certains neutres, et avait en outre l'inconvénient de méconnaître les droits de souveraineté de certains pays. Le Japon qui est un de ces pays, où il y a un grand nombre de détroits, ne pouvait voter une interdiction qui s'adaptait très bien aux conditions géographiques des puissances continentales » mais qui nuirait d'une façon inacceptable à son droit de légitime défense. L'intérêt des Etats-Unis, en ce qui concerne leur possession des îles Philippines était le même.

La proposition néerlandaise négligeait également de tenir compte des traités déjà existants. Le délégué otto-

man fit à cet égard la déclaration suivante : « La délégation ottomane croit de son devoir de déclarer qu'étant donnée la situation exceptionnelle créée par les traités en vigueur aux détroits des Dardanelles et du Bosphore qui font partie intégrante du territoire, le gouvernement ottoman ne saurait d'aucune façon prendre un engagement quelconque tendant à limiter les moyens de défense qu'il pourra juger nécessaires d'employer pour ces détroits, en cas de guerre ou dans le but de faire respecter sa neutralité. » (Extrait du rapport de G. Streit.)

Enfin les délégations d'Allemagne et d'Espagne se déclarèrent hostiles à la disposition préconisée et la délégation de Russie exprima des réserves quant à la compétence de la Conférence à traiter cette matière. Devant ces réserves et ces déclarations, le comité décida unanimement de supprimer toute disposition concernant les détroits.

2° Une proposition des Pays-Bas tendant à établir la responsabilité de l'Etat en cas de dommages causés par une violation de sa part des règles fixées par la Convention. En présence de la difficulté de s'entendre sur le moyen de mettre en œuvre cette responsabilité, sur le principe de laquelle tout le monde était d'accord, on décida de s'en remettre à la disposition générale qui avait été votée par la Conférence que toute violation par un des signataires des règles posées par elle, entraînait indemnité.

3° L'amendement proposé à la séance du 26 septem-

bre, presque à la fin des travaux de la commission, par le délégué colombien Triana.

« L'emploi des mines automatiques de défense de contact est absolument interdit comme moyen de défense. » Les belligérants ne pourront se servir desdites mines que pour la protection de leur propres côtes et seulement jusqu'à la distance de la portée maxima de leurs canons.

Dans le cas des bras de mer ou des passages maritimes, conduisant exclusivement aux côtes d'une seule puissance cette puissance pourra barrer leur entrée pour sa protection en plaçant des mines automatiques de contact amarrées en pleine mer ou dans les eaux de l'ennemi. Le délégué anglais sir E. Satow appuya cette proposition.

Mais le délégué de l'Autriche-Hongrie, Merey de Capos Mere, attira l'attention sur la difficulté qu'il y aurait à déterminer le cas échéant, si une opération militaire est un moyen de défense proprement dit ou un moyen d'attaque.

Pour cette raison qui nous semble concluante, la proposition échoua, faute d'avoir obtenu la majorité absolue.

Il est difficile de se dissimuler l'intérêt que le délégué colombien pouvait avoir en se posant comme champion des faibles à faire refuser à l'offensive une arme aussi importante que les mines automatiques.

En passant à l'examen de la convention, qui est sor-

tie de longues discussions de la 3^e Commission, nous sommes obligés de constater qu'elle est loin d'être complète.

En dehors de la défense, dont nous avons vu le caractère purement intentionnel de poser des mines le long des côtes de l'adversaire « dans le seul but de gêner le commerce de l'ennemi » toutes les restrictions si ardemment préconisées par l'Angleterre, sont tombées à la suite des discussions auxquelles elles donnèrent lieu.

Les mines flottantes sont admises, mais elles doivent devenir inoffensives au bout d'une heure, condition impossible dans la pratique.

Les mines amarrées pourront être placées en tout lieu, dans la haute mer comme dans les eaux territoriales aussi bien par les belligérants que par les neutres.

Il est difficile de contester que, malgré la remarque que croit devoir faire M. Streit « qu'il paraît entendu que l'absence de toute disposition, fixant les limites dans lesquelles les neutres peuvent placer des mines, ne devra pas être interprétée comme établissant pour les neutres le droit de les placer en pleine mer », la convention s'appliquant aux neutres comme au belligérant, ceux-ci ne conservent une liberté absolue, et ne restent eux-mêmes les seuls juges de l'emploi, qu'ils croiront devoir faire de mines sous-marines.

Il est vrai, toujours d'après M. Streit, « qu'en supprimant les articles 2 à 5 du projet, du texte de la convention on n'a pas eu en vue de se départir de la conviction selon laquelle une limitation est en principe imposée aux

belligérants, quant à l'espace dans l'emploi des mines amarrées et que seules des raisons militaires absolument urgentes peuvent justifier la pose des mines amarrées en tout lieu. » Quelle peut être la valeur pratique d'un principe que l'on peut faire fléchir devant des nécessités militaires ?

Dans quels cas, ces nécessités militaires pourront-elles être considérées comme urgentes : qui sera jugé de la question et quelle sanction pourra être imposée au belligérant ou au neutre qui aura abusé d'une arme dont l'emploi n'est pas réglementé ?

Peut-on vraiment compter sur le sentiment de la responsabilité qu'assumera envers la navigation pacifique celui qui posera des mines ?

Certes il est exact de dire avec le baron Marshall « que les actes militaires ne sont pas régis uniquement par des stipulations du droit international » mais ne serait-ce pas constater l'inutilité de l'effort en vue d'une réglementation que de s'en tenir à cette parole ?

Est-il possible d'applaudir comme le fait M. Streit aux grands sentiments d'honneur dont l'Allemagne se fait une façade destinée à masquer ses véritables intérêts : « La conscience, le bon sens et le sentiment du devoir imposés par le sentiment de l'humanité seront les guides les plus surs pour la conduite des marins et constitueront la garantie la plus efficace contre les abus » ?

Sans regretter absolument, comme le fait M. Lemon (la 2^e Conférence de la Paix), que les articles 2, 3 4 du projet n'aient pas été adoptés par le Comité, nous

estimons qu'on aurait pu chercher une solution plus large que celle qui était proposée mais qui aurait maintenu le principe d'une réglementation, dont l'observation serait possible et conforme à l'intérêt bien entendu, aussi bien des neutres que des belligérants.

Les limites de trois milles et de dix milles étaient trop réduites et la limite minima qu'on aurait pu adopter, aurait été pour les mines amarrées celle jusqu'où s'étend la portée de canon de l'état riverain, qui est déjà, à l'heure actuelle, supérieure à 10 milles et qui peut être d'un moment à l'autre considérablement augmentée. On aurait prévu une marge en adoptant une limite de 20 à 25 milles.

Il aurait été à souhaiter que l'on consacrat un article spécial à la réglementation des mines dans les paragraphes qui étaient décrits par le contre-amiral Sperry aux Philippines et en Australie.

Nous avons vu quelle réprobation M. G. de La Pradelle a pour la thèse de l'Allemagne qui prévalut devant le comité : droit de poser des mines amarrées dans la sphère immédiate du combat.

Si les nécessités du combat naval rendaient, pour ainsi dire, impossible à observer une interdiction absolue, peut-être aurait-on pu arriver à une solution compatible avec le souci de la protection due à la navigation pacifique, en décidant que les mines employées devraient être construites de façon à couler, non pas en 1 ou 2 heures, mais au bout du temps nécessaire pour que

les neutres puissent être informés, de l'époque et du lieu exact où se serait déroulé le combat.

Malgré la difficulté qu'il y avait à établir une sanction en cas de manquement à la réglementation conventionnelle, il aurait été intéressant d'insérer un article s'y rapportant au lieu de se contenter de déclarer qu'on s'en remettrait au droit commun.

La proposition de la délégation du Brésil, ainsi conçue : « Le calcul des dommages devrait être fait par la voies des procès ordinaires^e; en cas de désaccord, la fixation de l'indemnité incomberait à la cour permanente d'arbitrage » aurait mérité d'être prise d'avantage en considération.

Telle qu'elle a été signée, la convention est donc loin d'être complète.

« Elle est loin de donner une solution définitive à la question ; on ne peut la considérer que comme marquant une étape dans la législation internationale en cette matière. »

Ainsi s'exprime sir E. Satow à la séance du 9 octobre qui suivit le vote de la Conférence.

Il nous paraît intéressant de faire ressortir combien les intérêts opposés de l'Angleterre et de l'Allemagne sont mis en relief par les jugements que portent leurs représentants à la conférence.

Alors que le baron Marshall se félicite de ce que des règles trop strictes n'aient pas été édictées : « Il est de première importance que le droit international que nous voulons créer ne contienne que des clauses dont l'exécu-

tion est militairement possible même dans des circonstances exceptionnelles », sir E. Satow se voit obligé de constater que dans la convention « il n'est pas tenu compte du droit des neutres à la protection, ni des sentiments humanitaires qu'on ne saurait négliger. »

Qu'il nous soit permis de citer, sans y ajouter de commentaires ce jugement porté par M. G. de La Pradelle (article précité. *Revue des Deux Mondes*) sur l'œuvre de la Conférence en vue d'une réglementation de la guerre maritime : « Faute par l'Angleterre, de renoncer au « blocus et par l'Allemagne de renoncer à la mine, tous les progrès, sauf en des points de détail, sont indéfiniment suspendus. »

QUATRIÈME PARTIE

La 1^{re} déclaration de la Conférence de la Haye (1899.)

Son renouvellement en 1907.

Le problème de la navigation aérienne peut être aujourd'hui considéré comme résolu dans ses grandes lignes.

Le *Zeppelin* et le *République* évoluent dans les airs avec l'aisance d'un navire sur la mer ; Blériot traverse la Manche* ; Latham vole au-dessus de Berlin.

L'homme a conquis l'air et de tous les côtés les acclamations retentissent.

Nous avons vu qu'à son avènement le ballon dirigeable a été salué par les pacifistes comme devant être l'instrument de la plus bienfaisante des révolutions, la suppression de la guerre.

La locomotion aérienne a depuis fait du chemin, et en 1909 M. Charles Richet, président de la délégation permanente des sociétés françaises de la Paix, écrit les lignes suivantes :

« Au point de vue militaire, les aéroplanes et les aéronefs vont faire aussi toute une révolution.

« Supposons, comme disent les mathématiciens, le pro-

blème résolu (et il le sera d'ici une dizaine d'années). Chaque armée aura une douzaine d'aéronefs, évoluant à grande hauteur (à plus de 2.500 mètres), si c'est nécessaire, et se transportant avec une vitesse de 30 kilomètres. Ces aéronefs peuvent facilement emporter plus de 2.000 kilos de matières explosives, dynamite, phosphore, mélinite et les faire tomber où il leur plaira de se transporter, à 400 kilomètres du champ de bataille, il suffira d'une nuit à un ballon allemand pour aller de Cologne à Paris ou à Londres et inversement.

« Quant aux aéroplanes dont le prix sera bien inférieur à celui d'une petite automobile, chaque corps d'armée pourra en posséder une trentaine. Ils évolueront avec une rapidité extrême. Aucun des mouvements de l'ennemi ne pourra être inconnu, et ils pourront, eux aussi, faire tomber dans les villes paisibles quelques kilos de phosphore, de sulfure de carbone ou de produits incendiaires, explosifs, qui en quelques heures, pourront incendier une vingtaine de villes dans un rayon de 100 à 200 kilomètres ». Il fait un tableau saisissant des horreurs de la guerre de demain, et après avoir cherché à démontrer l'absurdité de toute règle, limitant l'emploi de la force, aussi bien sur terre que sur mer, il conclut :

« C'est l'avenir de la paix que nous réservent les aéroplanes. On reculera devant l'énormité du crime et il ne se trouvera pas de nation assez folle et assez inhumaine pour l'affronter. » (Almanach de la Paix 1909, reproduit dans « Pour l'aviation ».)

On n'a pu songer sérieusement à admettre de nos jours, la possibilité d'une interdiction de l'emploi des dirigeables ou aéroplanes comme moyens d'observation en cas de guerre.

Ainsi que cela se produit pour toute invention nouvelle, les gouvernements ont envisagé, dès leur apparition, les moyens de locomotion aérienne comme susceptibles d'une utilisation au point de vue militaire. C'est ainsi que peu de temps après les premiers essais faits avec la Montgolfière, le général Meunier soumettait à l'Académie des sciences un mémoire sur l'emploi des ballons comme moyen d'observation. Dès que la nouvelle du succès qui est venu couronner les longs efforts des frères Wright a été colportée sur le vieux continent, le gouvernement français envoie une mission secrète pour négocier l'achat de l'invention.

L'emploi du premier ballon militaire remonte à Fleurus. Aujourd'hui les dirigeables prennent part aux grandes manœuvres et les critiques militaires rendent hommage aux services que ces dirigeables rendent aux corps d'armée auxquels ils sont affectés.

Le dirigeable le « République » a contribué pour beaucoup à l'avantage que le 13^e corps a remporté aux grandes manœuvres sur son adversaire.

Les Espagnols auraient, dit-on, commandé au gouvernement français, un dirigeable en vue de leurs opérations au Maroc.

Nous passerons sur l'histoire des ballons libres, qui sont aujourd'hui appelés à disparaître comme moyen

d'observation, devant les dirigeables et les aéroplanes.

C'est en 1884 que le capitaine Renard, avec son ballon « la France », réussit le premier à revenir à son point de départ, démontrant ainsi que la conception qui avait déjà été formulée en 1784, par le général Meunier, alors lieutenant du génie, cent ans auparavant, était susceptible d'une réalisation pratique.

Mais les études de laboratoire et d'atelier auxquelles se confina le colonel Renard furent interrompues par sa mort avant qu'il ait pu réaliser le nouvel aérostat qu'il projetait. Aussi l'émotion du début fit-elle place peu à peu à un oubli profond.

Le capitaine Crozier dira au 1^{er} Congrès de la Paix « Actuellement le ballon n'est pas dirigeable. »

C'est ce qui explique que la déclaration visant à l'interdiction du jet, du haut de ballons et d'autres moyens analogues nouveaux, de projectiles ou d'explosifs, fut si facilement votée. Le général den Beer Portugael considérait que semblable interdiction se rattachait à celle plus générale qui avait été proposée à la Conférence de Bruxelles, de tout moyen perfide de nuire à l'ennemi (art. 12 du projet).

Il nous semble difficile de justifier cette conception quand on songe aux conditions mêmes du combat moderne.

Quoi qu'il en soit, la déclaration ne rencontra qu'une opposition. Le général Mounier et le capitaine Crozier eurent cependant la prévoyance de n'accepter l'interdic-

tion que pour une durée de cinq ans qui fut admise par la Conférence. Ils envisageaient un avenir prochain, où le ballon plus perfectionné « pourra devenir un moyen pratique et licite de faire la guerre » (Général Mounier, 3^e séance de la 1^{re} Commission). Au lendemain de la Conférence de 1899, M. Merignhac, en avouant l'inutilité presque complète de la déclaration en la période actuelle, estime que le jour où sera résolue la question des ballons dirigeables, « la prohibition de la déclaration de la Haye constituera peut-être un bienfait inappréciable » (op. précité).

M. G. de la Pradelle, qui constatait l'inutilité de la déclaration à l'époque où elle fut votée, estimait que la question même de l'interdiction n'aurait pas lieu de se poser de sitôt.

« Incapables de se diriger, dit-il, les ballons sont à plus forte raison incapables de lancer aux ennemis des projectiles qui leur paraîtraient tomber du ciel » et il ajoute :

« Même quand le problème de la navigation aérienne sera résolu, il restera à déterminer si les ballons comme les navires peuvent se charger de projectiles qu'ils pourront ensuite lancer au haut des airs sur les troupes ennemies. »

Depuis cette époque les progrès ont été rapides et ont déconcerté certaines prévisions.

La difficulté qui avait arrêté le colonel Renard, et qui avait été de lutter contre le vent, a été en grande partie

écartée, en ce qui concerne les dirigeables par la réalisation de moteurs perfectionnés (1).

Les conditions qui étaient posées d'après la formule du commandant Bouthieaux à la dirigeabilité du ballon, se trouvent aujourd'hui en grande partie remplies, sauf le cas de tempête violent. « Un aérostat dirigeable est un engin susceptible de prendre une vitesse propre, par rapport à l'air ambiant supposé immobile. »

Le dirigeable le « Lebaudy I^{er} » fait ses premiers essais en 1903. En 1903-1904, il se déplace de Moisson à la galerie des machines, puis de Paris à Chalais.

A la suite des expériences concluantes en 1905, le « Lebaudy » fut acheté par l'Etat, et un modèle spécial de ballon dirigeable militaire fut construit en 1906, le « Patrie », qui devait être enlevé par la tempête le 23 novembre 1907, mais qui évolua avec aisance au-dessus de Paris, pendant les délibérations du 2^e Congrès de la Paix.

A la même époque le plus lourd que l'air, qu'on baptisa du nom d'aéroplane, faisait son apparition en Europe.

Son histoire commence avec les vols planés de Lilienthal, qui lui coûtèrent d'ailleurs la vie. Rappelons que c'est en 1877 que Ader se souleva au-dessus du sol avec une lourde machine appelée avion.

En 1896, Sir Hiram Maxim faisait en Angleterre des expériences avec un plus lourd que l'air.

Mais les progrès vers la solution devaient venir des

(1) Santos Dumont eût le premier, en France, l'idée d'utiliser un moteur à pétrole, pour actionner un ballon dirigeable.

travaux de Chanute, aux Etats-Unis, et du célèbre physicien Lengley.

C'est en se basant sur ces travaux et les expériences de Lilienthal, que les frères Wright purent, en adaptant un moteur à un système de cerfvolant, réaliser le premier vol qui ait duré une demi-heure.

Leurs expériences, signalées en France^e par l'infatigable apôtre de l'aviation le capitaine Ferber, révélèrent le zèle des chercheurs. Santos Dumont vole 220 mètres en 1907.

Depuis les records se succèdent.

Lorsque se réunit le deuxième Congrès de la Haye, le problème de la navigation aérienne était en voie de recevoir une solution que l'on pouvait prévoir prochaine. La Conférence se garda cependant de poser le principe d'une réglementation des dirigeables qui aurait pu paraître prématurée.

Elle ne crut pas pouvoir envisager dans un avenir proche, une lutte qui aurait pour théâtre de combat, l'atmosphère, et que certains écrivains militaires, notamment le capitaine Ferber, font entrevoir comme une lutte de vitesse et d'adresse, où l'aéroplane sera au dirigeable ce qu'est au cuirassé le torpilleur et le sous-marin.

Elle se contenta d'examiner s'il y avait lieu ou non de renouveler la déclaration de la Haye interdisant comme nous l'avons vu le jet de projectiles du haut de ballons ou d'autres modes analogues nouveaux.

Cette déclaration avait, en 1907, un objet : des expé-

riences récentes et en particulier celles du « Lebaudy » avaient prouvé qu'il était possible de jeter du haut de ballons dirigeables, quelques projectiles, d'un poids n'excédant pas une vingtaine de kilos. D'autre part, l'aéronautique avait fait de tels progrès qu'il n'était pas inconsidéré de prévoir qu'un jour viendrait où l'on se canonnerait du haut des airs.

Les puissances qui avaient porté tous leurs efforts à résoudre le problème de la navigation aérienne, la France et l'Allemagne en tête, ne pouvaient consentir à se lier les mains d'une façon incompatible avec leur droit de défense.

D'un autre côté les petits Etats pouvaient considérer que l'aéroplane (le mot est pris dans son sens général), serait « l'arme du faible » le jour où le génie d'un inventeur leur donnerait un appareil plus perfectionné que celui des autres puissances.

Dans ces conditions, le renouvellement de la déclaration de 1899, proposé par la délégation de Belgique, semblait voué à un échec certain. Cependant les délégations d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie, Chine, Grèce, Portugal et Turquie, déclarèrent adhérer à la proposition belge. Lord Reay mit en avant des raisons d'humanité et des considérations financières.

Le renouvellement fut au contraire combattu par M. Renault comme inutile.

« La disposition de l'art. 25 du règlement de 1907 sur les lois de la guerre qui interdit le bombardement des villes et villages non défendus, ayant aussi bien pour

objet le bombardement effectué du haut des ballons. »

La raison d'être de l'interdiction édictée en 1899, qui était l'impossibilité où l'on se trouvait de lancer des projectiles sur le point qu'on voulait atteindre n'existait plus ; le dirigeable, en lançant des projectiles, pourra donc éviter les places non défendues et les édifices qui doivent, selon l'art. 27 du règlement, être protégés autant que possible, contre le bombardement.

M. Renault considère qu'il est licite de lancer des projectiles sur les troupes ou sur les ouvrages militaires aussi bien à l'aide d'un ballon que d'un canon.

Malgré ces raisons qui nous semblent décisives, la proposition belge fut maintenue et votée, mais avec un amendement de la délégation britannique qui proposa de remplacer les mots : « Les puissances contractantes, proposent, pour une durée de cinq ans » par les mots : « Les puissances contractantes consentent jusqu'à la fin de la 3^e Conférence de la Paix ». La France avec la Russie, le Japon, l'Espagne, l'Italie, a refusé de signer la déclaration renouvelée qui figure dans l'acte final de la Conférence, lui enlevant ainsi toute valeur pratique.

Il nous a semblé intéressant d'examiner si depuis l'époque de la 2^e Conférence de la Haye, la question du jet possible de projectiles du haut des ballons, ou de modes analogues nouveaux a fait des progrès sensibles.

Du bulletin des Conférences de l'Ecole d'Instruction des officiers de réserve (1^{re} année 1908, n^o 7), nous extrayons les lignes suivantes :

« Certains auteurs ont également envisagé le rôle offensif que pourrait jouer un ballon dirigeable semant des explosifs sur toute une armée et y répandant une panique folle (1). »

« Sans doute un aéronat planant au-dessus d'un rassemblement de troupes ou même d'un état-major, pourrait réussir à les atteindre avec quelques projectiles, d'un poids n'excédant pas une vingtaine de kilos et y jeter le désordre.

« Mais là se borne, pour l'instant, ce qu'il est permis d'appeler les propriétés offensives du ballon, le jet d'un poids considérable d'explosifs en quelques secondes déterminerait un mouvement ascensionnel considérable, mouvement qui ne peut malgré le jeu des ailerons et du ventilateur, être compensé que par une grosse perte d'hydrogène, c'est-à-dire par une forte diminution du rayon d'action ».

Le capitaine Ferber ne croit pas davantage que le jet de projectiles du haut des airs puisse être considéré comme un moyen de guerre sérieux.

« Tout d'abord je pars en guerre contre les milliers d'inventeurs qui ne pensent qu'à bombarder les gens du haut des airs .»

« Sait-on bien que lorsque le gouvernement de la Défense nationale était à Bordeaux en 1870, il a fallu créer un bureau spécial pour écuser les inventeurs qui vou-

(1) Voir ce que dit à ce sujet, M. Charles Richet, que nous avons cité plus haut.

laient anéantir les corps d'armée prussiens en leur lançant des obus du haut d'un ballon.

« Le « Lebaudy » lui-même a cédé à cette ambiance, et il a essayé de lancer une fois quelques vagues projectiles sur un fort. Qu'espère-t-on donc avec cela ? quel que soit le volume d'un ballon, la capacité de sa soute aux munitions sera toujours très faible et comment, avec ce peu, réussir quand on sait que tous les canons d'un corps d'armée approvisionnés pour quatre batailles, ne peuvent rien contre une garnison, contre une troupe qui a du cœur. » (*Revue de l'Aviation*, juin 1908.)

Pourra-t-on lancer des projectiles ou des explosifs du haut des aéroplanes ? Il est difficile d'anticiper ; tout dépendra de la stabilité de l'appareil et du poids du nouvel explosif que l'on emploiera.

Peut-être sera-t-il possible, comme le fait entrevoir M. C. Richet, de faire tomber un lieu déterminé quelques kilos de phosphore, de sulfure de carbone ou de produits incendiaires.

Le lieutenant Calderara, de la Marine Royale italienne, après avoir étudié le rôle utile que pourra avoir l'aéroplane dans une guerre maritime, écrit :

« Enfin il pourra avoir une fonction directement offensive en laissant tomber des projectiles sur les parties les moins protégées des navires. » (*Revue de l'Aviation*, juin 1908.)

Il serait prématuré, selon nous, de tirer une conclusion en la matière : nous sommes donc obligés de constater que la déclaration de 1899 renouvelée en 1907,

n'a pas une grande portée pratique à l'heure actuelle puisqu'il est peu probable que les belligérants adoptent le moyen de combattre qu'elle interdit.

*
* *

La difficulté qu'on entrevoyait de rallier en faveur du renouvellement de la déclaration l'adhésion des grandes puissances militaires, ainsi que la conviction qui s'imposait que pareille déclaration si elle était maintenue, ne serait certainement pas observée le jour où l'intérêt d'un des belligérants serait en jeu, avait déterminé, dès le début des travaux de la sous-commission, le dépôt de deux amendements, l'un venant de la délégation d'Italie, l'autre de la délégation de Russie.

Ces deux amendements tendaient à remplacer l'interdiction générale et temporaire formulée dans le texte de la déclaration par un certain nombre de restrictions permanentes, prohibant le lancement du haut de ballons ou d'autres modes analogues de projectiles ou d'explosifs, sur les villes, villages, bâtiments qui ne seraient pas défendus.

Devant la Commission, les deux textes furent réunis en un seul ainsi conçu :

« Il est interdit d'attaquer ou de bombarder, soit par l'artillerie, soit en lançant des projectiles et explosifs du haut des ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux, les villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus et d'enfreindre en lançant les projectiles ou explosifs sus-mentionnés, les restrictions ac-

ceptées pour les bombardements dans la guerre terrestre et maritime en tant que ces restrictions sont compatibles avec ce nouveau mode de combat.

Le général Amourel (France) reprit les observations présentées par son collègue, M. Renault, devant la sous-commission, lorsqu'il avait été question du renouvellement de la déclaration de 1899. Il fit observer que les interdictions visées par le texte ci-dessus se trouvaient dans celui de l'art. 25 du règlement, mais que pour ne laisser aucun doute et appliquer cette interdiction aux ballons et aux aéroplanes, comme aux autres moyens d'attaque, on arriverait à en étendre le texte à toutes les inventions possibles de l'avenir en ajoutant au texte primitif, il est interdit « d'attaquer ou de bombarder » ces mots nouveaux « par quelque moyen que ce soit ».

Les délégations de Russie et d'Italie, ayant en présence de la justesse de cette observation, retiré leur amendement, la commission accepta sans opposition la nouvelle rédaction de l'art. 25 du règlement sur les lois et coutumes de la guerre.

La Conférence, dans la 4^e séance plénière du 17 août, adopta les conclusions de la commission.

Il nous faut signaler que l'amendement italien, proposé à la sous-commission, contenait comme première proposition : l'interdiction de lancer des projectiles ou des explosifs du haut des ballons qui ne sont pas dirigeables et montés par un équipage militaire. Il voulait interdire ainsi une sorte de course aérienne, ainsi que la mise en service des ballons non montés et porteurs d'explosifs échappant à tout contrôle.

CONCLUSION

En examinant dans le détail les trois déclarations et la convention relative à la pose des mines sous-marines qui sont sorties des délibérations des deux Congrès de la Paix, nous avons peut-être jugé d'une façon trop sévère le résultat pratique des conférences, au point de vue spécial où nous nous sommes placés, des restrictions que le droit conventionnel peut apporter à l'emploi des engins de guerre nouveaux.

Nous sommes loin de conclure que leurs efforts aient été stériles. Là même où ces efforts ont échoué et où il était souvent difficile qu'il en fût autrement, les discussions auxquelles se sont livrés les jurisconsultes, politiciens et militaires qui apportaient aux travaux des conférences un esprit dégagé de toute utopie nuisible à la cause de l'humanité, n'ont pas peu contribué à préciser les difficultés à surmonter.

Il n'est pas, croyons-nous, hasardeux d'espérer qu'un jour, ces difficultés se trouvent éliminées par l'évolution de l'armement et les conquêtes de la science, ou en tous cas simplifiées. Les intérêts politiques et économiques, sans cesse changeants, seront dans un avenir

peut-être proche, contraires à ceux qui ont parfois empêché les discussions d'aboutir.

Alors la tâche des Conférences futures sera singulièrement facilitée et circonscrite par les travaux antérieurs, et il y aura toutes chances que le long effort des générations vers l'humanisation des guerres, soit enfin couronné de succès.

Vu : *Le Président de la thèse,*
PILLET.

Vu : *Pour le Doyen,*
L'assesseur, P. CAWÈS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- ACCOLAS. Le droit de la guerre, Paris, 1888.
- DE BLOCH (Jean). Evolution de la guerre et de la paix, Paris, 1899.
- BLUNTSCHLI. Le droit international codifié. Le droit de la guerre (R. D. I., t. VII).
- BIRCHER. Neue untersuchungen uber die Wirkung der Handfeuer.
- BOIDIN (P.) Les lois de la guerre et les deux Conférences de la Haye, Paris, 1905.
- BONFILS et FAUCHILLE. Manuel de droit international public, Paris, 1905.
- BORNECQUE (Ct.). Les armes à feu portatives des armées actuelles et leurs munitions, Paris, 1905.
- BUCHERON. Les armes à feu portatives, Paris, 1903.
- CALVO. Le droit international et pratique, Paris, 1888.
- CALDERARA (Lieut.). L'Aviation future dans la Marine. Pour l'Aviation, 1900.
- CAWÈS. Conférence internationale (procès-verbaux), 1899.
- CLAUSEWITZ. Vom Kriege.
- DAUTETEAU (Commandant). Les armes de petit calibre et leur puissance meurtrière, *Journal des Sciences militaires*, juillet 1898.
- DERRÈCAGAUX. La guerre et l'armée, Paris 1897.
- DESPAGNET. Cours de droit international, 1899.
- DUDDLEY FIELD. De la possibilité d'appliquer le droit international aux nations orientales, R. D. I., 1875.
- DUMAS (Jacques). A la Haye, *Revue de la paix par le droit*, juillet 1907.

- ERNST. L'œuvre de la 2^e Conférence de la Paix, Paris, 1908.
- FATOUX. La guerre continentale. Limitation des moyens de nuire, thèse, Paris, 1903.
- FAUCHILLE (P.). Le domaine aérien et le régime juridique des aérostats, R. G. D. I. P., 1901, t. VII.
- FERBER (Cap.) L'aéroplane à la guerre (*Revue de l'Aviation*, (juin, 1908.)
- FIORE. Nouveau droit international public (traduction Pradier Fodéré, Paris, 1869).
- FUNK-BRENTANO et SOREL. Précis du droit des gens, Paris, 1900.
- GARIPUY. Etude des actes internationaux tendant à la diminution des excès et des maux de la guerre, et à la réglementation des mesures destinées à en atténuer les effets, thèse Montpellier, 1900.
- GROTIUS. Le droit de la guerre et de la paix, édition Pradier Fodéré, 1867.
- GUELLE. Précis des lois de la guerre, Paris, 1884.
- HOLLAND. Some lessons of Peace Conférence, Londres, 1900.
- LA PRADELLE (G. de). La guerre russo-japonaise et le droit des gens, *Revue bleue*, 17 septembre 1907.
- La nouvelle Conférence de la Haye, *Revue de Paris*, juin, 1907.
- La Guerre maritime après la nouvelle Conférence de la Paix, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} août 1908.
- LANGLOIS (général). Conséquences tactiques des progrès de l'armement, Paris, 1903.
- LEMONON. La deuxième Conférence de la Paix, 1908.
- LONGUET (cap.). Droit actuel de la guerre terrestre, son application dans les conflits les plus récents, thèse, 1900.
- MATIGNON Enseignement médicaux de la guerre russo-japonaise, Paris, 1906.
- MARTENS. (F. de) Traité de droit international, Paris, 1887.
- MERIGNHAC. La Conférence internationale de la paix, Paris, 1900.
- Les pratiques anglaises dans la guerre terrestre, R. G. D. I. P., 1901.

- Lois et coutume de la guerre sur terre, Paris, 1903.
- MORIN. Les lois relatives à la guerre selon le droit des gens moderne, le droit public, Paris.
- NAGAO-ARIGA. La guerre russo-japonaise au point de vue continental et le droit international, Paris, 1908.
- NAGAOKA. Etude sur la guerre russo-japonaise au point de vue international, R. G. D. I. P., 1905.
- NIMIER et LAVA. Les projectiles des armes de guerre, Paris, 1897.
- NYS. Le droit international, les principes, les théories, les faits, 3 vol., Paris, 1904.
- Les origines du droit international, Paris, 1894.
- PILLET. Le droit de la guerre, Paris, 1894.
- Les lois actuelles de la guerre, 2^e édition, Paris, 1901.
- PRADIER-FODÉRÉ. Droit international public européen et américain, Paris, 1885, 1906.
- RENAULT (Louis). L'œuvre de la Haye, la vie politique dans les deux mondes, Paris, 1908.
- Les deux Conférences de la paix, 1899 et 1907, Paris, 1908.
- RICHET. Le Problème militaire et les machines volantes. Pour l'aviation, Paris, 1909.
- RIVIER. Principes du droit des gens, Paris, 1896.
- RODIER (Antoine). Les sous-marins et la Conférence de la Haye, *Correspondant*, mai 1899.
- RUY BARBOSA. Actes et discours de M. Ruy Barbosa, La Haye, 1907.
- SALLE. Les balles humanitaires et leurs blessures.
- SCHOEFFER (docteur). Observations sur la guerre russo-japonaise au point de vue chirurgical. Note.
- STEAD (William). Le courrier de la Conférence, La Haye, 1907.
- SUMNER MAINE (Sir Henri). Le droit international, la guerre, Paris, 1890.
- TARDIEU. La Conférence de la Haye, *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1907.
- VOLTAIRE. Dictionnaire philosophique (La guerre).

WHEATON. Eléments de droit international, 1874.

Pour l'Aviation. (Divers collaborateurs), Paris, 1909.

Bulletin des Conférences de l'Ecole d'Instruction des officiers de réserve, 1^{re} année, 1908, Nancy et Paris.

Revue de l'Aviation. Années 1908-1909.

L'Aviation Illustrée. Année 1909.

Actes des Conférences, 1899-1907.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

*Aperçu historique et considérations sur le principe de l'interdiction
des moyens de guerre nouveaux,*

CHAPITRE PREMIER. — Aperçu historique de la tendance restrictive de l'emploi de certaines armes de guerre	7
Tendance pacifiste opposée à toute limitation des moyens de nuire	13
CHAPITRE II. — Principe de l'interdiction de certains engins de guerre. Son application. Recherche du principe.....	19
CHAPITRE III. — Les conférences	31

DEUXIEME PARTIE

La guerre sur terre.

CHAPITRE PREMIER. — Aperçu technique sur le fusil moderne de l'infanterie et son projectile	37
Avantages de la diminution du calibre.....	39
Ses inconvénients	40
Les balles dum-dum	42
CHAPITRE II. — Effets vulnérants des projectiles du fusil moderne d'infanterie. Des balles dum-dum. Projectiles ordinaires.	44
Balles dum-dum	50
CHAPITRE III. — Les Deux déclarations de la Haye, relatives aux balles qui s'épanouissent dans le corps humain et aux projectiles ayant pour seul but de répandre des gaz délétères. La déclaration relative aux balles qui s'aplatissent et s'épanouissent seul dans le corps humain	52
Projectiles de l'artillerie	61
La Deuxième Déclaration de la Haye	66

TROISIEME PARTIE

La guerre sur mer.

CHAPITRE PREMIER. — Propositions d'interdictions relatives aux sous-marins et aux navires à éperon.....	69
CHAPITRE II. — Les mines sous-marines et la convention réglementant leur emploi. Les mines sous-marines. leur rôle comme engin de guerre. Dangers qu'elles font courir aux neutres	75
Les intérêts en présence à la Conférence de 1907.....	78
Réglementation des mines non amarrées	81
Les mines amarrées. Limitation dans l'espace et dans le temps	86
Dispositions transitoires	94
Propositions qui n'ont pas laissé de traces dans la Convention élaborée	99
Appréciation de la Convention	102

QUATRIEME PARTIE

La première déclaration de la Conférence de la Haye (1899). Son renouvellement en 1907.

Emploi militaire des modes de locomotion aérienne	107
La Déclaration de la Haye interdisant le jet de projectiles du haut de ballons ou d'autres modes analogues nouveaux (1899)	110
Progrès de l'aéronautique en 1907.....	112
Renouvellement de la Déclaration en 1907.....	113
Quelques opinions sur l'objet de la Déclaration.....	115
Modification apportée à l'art. 25 du Règlement sur les lois et coutumes de la guerre	118
Conclusion	121

